

# Rapport d'activités

---

2021



# Sommaire

<b>A propos</b>	<b>4</b>
Organigramme	7
<b>Services internes</b>	<b>8</b>
<b>L'axe proximité</b>	<b>12</b>
Le labo des mixités	13
Les Maisons de quartier et communautaires et le travail social de rue	14
Sport Pour Tous	27
La Maison des Femmes	30
<b>L'axe seconde ligne</b>	<b>35</b>
Le pôle scolarité	36
Le service d'aide aux Molenbeekoïes Primo Arrivants- SAMPA	43
Antenne J - Service d'aide juridique	51
Accompagnement des usagers de drogues et leur famille - Le Pont	54
Service Communal d'Accompagnement pour Personnes Incarcérées - SCAPI	56
Le programme communal de cohésion sociale	59
<b>Autres services</b>	<b>62</b>
Le centre de vacances Cornimont	63
Les salles polyvalentes de sport Decock et l'Intendant	65
<b>Conclusion</b>	<b>67</b>

# A propos

L'asbl MOVE – Molenbeek Vivre Ensemble à Molenbeek est une association active depuis plus de 25 ans dans la cohésion sociale dans une optique d'inclusion, de prévention, de participation et d'éducation permanente. Forte d'une vision sociétale inclusive et participative, elle organise, défend et encourage la citoyenneté, l'ouverture et la mixité, la prévention sociale, l'équité et les dialogues sous toutes leurs formes à Molenbeek-Saint-Jean.

Chaque citoyenne/citoyen doit pouvoir mener une vie digne dans un vivre-ensemble respectueux, pacifique et empreint de justice sociale. La collectivité doit pouvoir en être la garante et l'organisatrice dans l'intérêt général; en tenant en compte des mixités culturelles, sociales, intergénérationnelles et de genre. S'appuyant sur cette vision de la cohésion sociale et une forte participation du public, MOVE asbl se positionne comme un acteur démocratique pluraliste, non-partisan et non confessionnel qui vise l'émancipation et la capacitation d'un public diversifié. MOVE oriente son action sur l'ensemble de la population de la commune en vue de lui donner les outils qui lui permettront de s'autonomiser, de s'émanciper et d'aller vers davantage d'épanouissement. En permettant aux personnes et aux groupes d'être les acteurs du changement, elle offre des services sociaux adaptés aux besoins et aux réalités du terrain; notamment dans le cadre d'une approche intégrée et transversale, l'« approche communautaire ».

## Nos missions

MOVE asbl est une organisation non-marchande qui se déploie à travers des services et des actions d'intérêt général qualitatifs, accessibles et professionnels pour l'ensemble de la population molenbeekoise, avec une attention particulière aux jeunes, aux familles et aux personnes fragilisées et précarisées. Elle a pour principale mission de favoriser le mieux-vivre ensemble qu'elle conçoit dans le cadre d'actions et de services intégrés et intégraux. En décloisonnant les dispositifs et son propre fonctionnement, elle offre des services sociaux adaptés aux réalités du terrain en y associant largement le public.

Une optique et une philosophie d'éducation permanente sont en outre transversales à l'ensemble de son action sociale.

Cette action sociale se décline principalement selon quatre axes inclusifs :

- **Capaciter** : donner les outils au public pour qu'il puisse se renforcer dans sa confiance en soi, son autonomisation, son ouverture, ses choix et son épanouissement, notamment via des services et des activités socio-éducatives et culturelles, tels que l'accès à l'éducation et la formation des jeunes et des adultes.
- **Créer du lien et les conditions d'une société inclusive** : promouvoir l'égalité et l'équité. Rassembler les personnes ou les groupes, les valoriser, leur permettre d'agir et de dialoguer dans l'espace public de manière informée et critique.
- **Offrir un lieu d'écoute, d'accompagnement et d'action** : et s'adapter de manière constante aux besoins du public, soutenir la mise en projet et les initiatives citoyennes.
- **Penser la prévention comme un champ d'action large, intégral et multidimensionnel** : qui va concerner à la fois la prévention sociale et situationnelle. Elle doit pouvoir travailler tant sur les causes que sur les conséquences de la violence, de l'insécurité et de l'exclusion.

## Nos valeurs

- **Le respect** de soi et des autres comme condition fondamentale du vivre-ensemble. Le respect implique en lui-même la tolérance et le respect des libertés individuelles et collectives.
- **La solidarité** comme fondement aux actions prises en vue d'atteindre d'avantage d'égalité et d'équité et de justice sociale.
- **La participation** du public et des travailleurs.
- **L'engagement** envers l'humain et l'ouverture au niveau individuel pour soi-même, pour la collectivité et pour l'organisation.
- **Le professionnalisme**, la compétence, la séparation de la vie professionnelle et de la vie privée, l'égalité de traitement, la non-discrimination, l'impartialité et la confidentialité constituent les piliers du cadre de travail de l'association.

## Nos objectifs

En 2017, le Comité de Direction s'est attelé à la rédaction d'un premier Plan Stratégique pour l'association. Sur base notamment d'une analyse SWOT, le Comité de Direction a retenu 5 axes stratégiques transversaux sur lesquels il déploie son travail avec l'aide de l'ensemble des collaborateurs de l'association :

### Des services évolutifs et adaptés

Le projet de notre association et tout autre projet qui en découle sont nécessairement des projets évolutifs, car ils évoluent avec leur temps, ses défis et ses exigences ainsi que les besoins d'un public diversifié et croissant. Il s'agit ici de garder continuellement à l'esprit que notre organisation œuvre dans un but social bien précis et que pour y parvenir elle doit pouvoir se questionner et le cas échéant se réinventer.

### **Une politique de ressources humaines adaptée aux enjeux et défis institutionnels**

Il s'agit principalement de développer des outils indispensables pour offrir une politique RH digne d'une association telle que la nôtre. Il s'agit d'un travail d'une importance primordiale s'inscrivant nécessairement dans la durée. Il s'agit également de s'orienter davantage vers une gestion par projet et en dotant le projet organisationnel des compétences nécessaires à son plein déploiement. C'est en misant sur la multidisciplinarité, l'expertise, le professionnalisme, un leadership bienveillant, le bien-être au travail et la participation de ses équipes, que MOVE parviendra à mobiliser en interne et convaincre en externe.

### **Générer un fort sentiment d'appartenance**

Le travail poursuivi sur le projet organisationnel doit en outre s'adjoindre d'un fort sentiment d'appartenance en interne pour pouvoir lui donner vie et une certaine pérennité. C'est en rendant les équipes, les services, les cadres et les administrateurs de l'organisation co-auteurs de l'état de diagnostic et de leur vision d'avenir pour l'association que MOVE a doté son projet organisationnel d'une base participative extrêmement élargie et inédite. Il s'agit de continuer notre travail intégrateur et de dialogue interne pour mettre en place une nouvelle culture de travail collaborative.

### **(Re)Devenir un acteur incontournable en matière de cohésion sociale et de prévention**

L'ASBL doit se (re)positionner en tant qu'acteur incontournable dans ses secteurs d'activités. Il s'agit donc d'affirmer et de défendre son identité renouvelée tant au niveau interne qu'en ce qui concerne sa dimension externe et ce, dans l'ensemble de ses réseaux et ses partenariats. L'action de MOVE doit en outre dépasser la dimension locale et cibler d'avantage les différents niveaux de pouvoir aux niveaux national, européen, international. Il s'agit d'incarner et de faire vivre le projet de MOVE en agissant véritablement comme une ASBL de droit privé à part entière ; dans le respect de ses spécificités et de ses liens avec la commune.

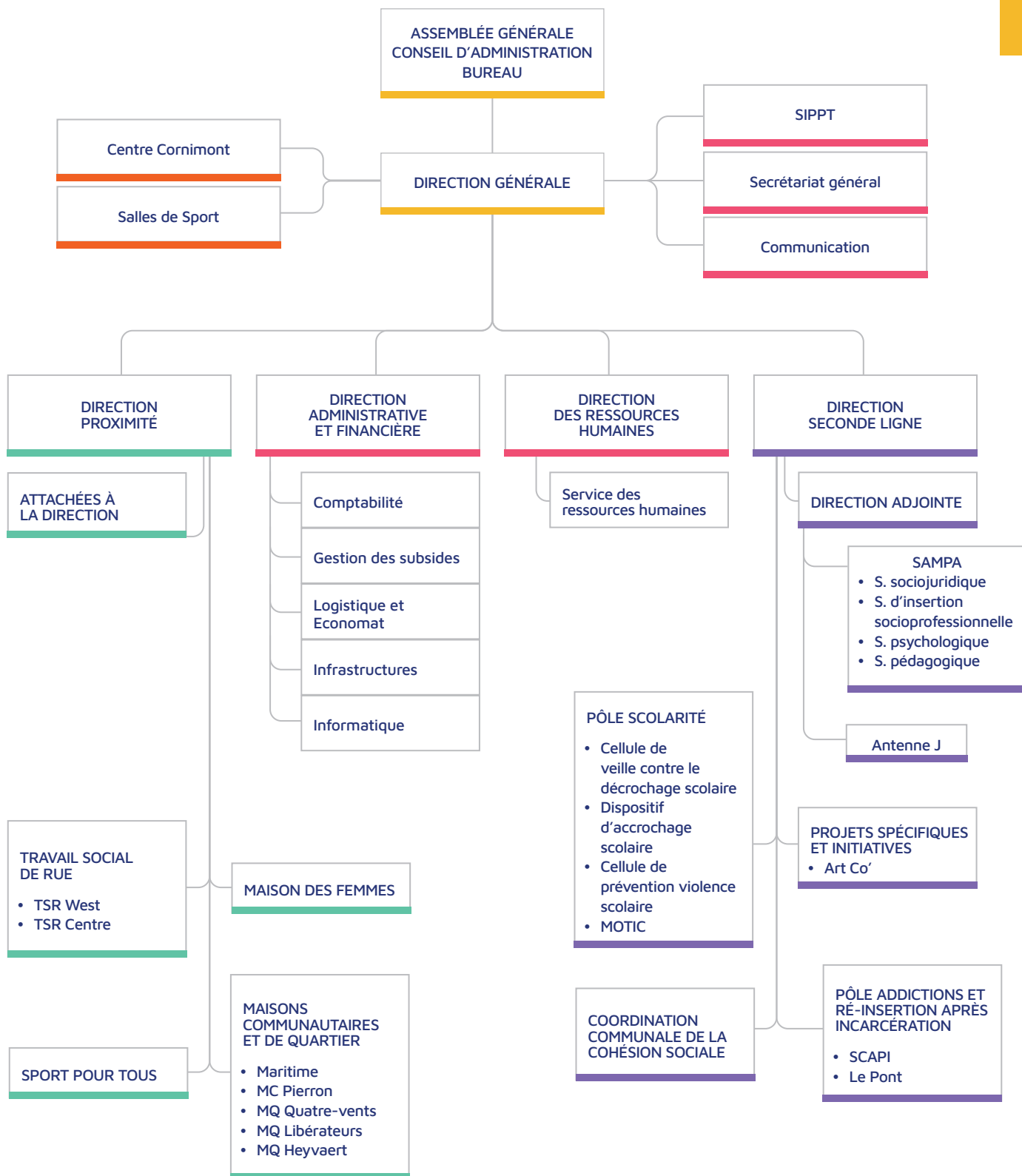
Cet axe s'appuiera notamment sur :

- Une amélioration de la gouvernance en interne.
- Une clarification des rapports avec la commune.
- L'élaboration d'une stratégie de lobbying et de communication interne.

### **Professionaliser notre recherche de subsides**

MOVE est une organisation non-marchande qui travaille dans l'intérêt général. Elle souhaite continuer à offrir des services accessibles et de qualité. Pour y parvenir, MOVE doit à la fois pérenniser les subsides qu'elle reçoit, mais elle doit également rechercher de nouvelles sources de financement essentiellement publiques.

# Organigramme



# Services internes

L'asbl MOVE dispose de plusieurs services internes. Parmi ceux-ci, nous retrouvons le secrétariat général, le service communication et le service interne pour la prévention et la protection au travail qui dépendent directement de la direction générale. Ensuite, le service des Ressources humaines qui se compose de cinq membres, dépend lui, d'un directeur des ressources humaines. Enfin, sous la direction administrative et financière, nous retrouvons le service Finances, le service informatique, le service logistique ainsi que le service infrastructures et travaux.



## Le secrétariat général

Les tâches de l'assistante administrative sont les suivantes :

- Encodage et suivi du courrier entrant et sortant.
- Suivi du courrier interne/facture.
- Suivi des conventions entre MOVE et les autres institutions et organisations.
- Encodage des différentes dépenses dans le programme de suivi des dépenses.
- Rédaction de déclarations de créances pour les salles de sport.

## Le SIPPT

Le service interne pour la prévention et la protection au travail (SIPPT) assiste et conseille l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs à appliquer dans la pratique la réglementation en matière de bien-être. Cette prévention de première ligne aborde : la sécurité au travail ; La santé au travail ; La charge psychosociale au travail ; L'ergonomie au travail ; L'hygiène au travail ; L'embellissement des lieux de travail.

Ce service interne est composé d'un conseiller en prévention de niveau 1 (responsable du SIPPT), d'une conseillère de prévention de niveau 2 et d'une assistante administrative.

Les missions et tâches du SIPPT dans le cadre de la gestion dynamique des risques sont :

- De rendre des avis, collaborer et assister ; d'analyser les risques et collaborer au plan global de prévention et plan d'action annuel ; D'analyser les accidents et les maladies professionnelles ; D'assurer les formations « sécurité » du personnel et la gestion des équipements de sécurité des bâtiments (extincteurs, trousse de secours, etc.) ; De gérer l'accueil, le travail avec les tiers, les procédures d'urgence, etc.
- Les obligations administratives comme les rapports annuels, les rapports mensuels, les avis, le travail de secrétariat du CPTT, etc.
- De se tenir à jour concernant la législation relative au bien-être et être à la disposition de l'employeur, de la ligne hiérarchique et des travailleurs pour rendre des avis.
- D'intervenir comme intermédiaire dans les contacts avec le SEPPT.

## Le service des Ressources humaines

La direction RH se compose de 5 membres : un directeur, une juriste, une référente formation et deux assistantes administratives. La direction des ressources humaines, dans ses aspects administratifs, assume les tâches suivantes :

- Gestion de la paie et gestion administrative complète (documents, données, contacts internes et avec les instances administratives externes, statistiques, budget, etc.) pour le personnel de l'asbl MOVE (126 personnes au 31/12/2021). C'est un service Pay-roll « full service » en charge de toutes les formalités administratives (déclaration DMFA, etc.) qui dans une association de notre taille relèverait d'un secrétariat social.
- Consolidation et validation comptable des frais du personnel (85 % du budget de l'asbl) en collaboration avec le service Finances.
- Relais administratif du service "GRH" communal pour les prestations et congés du Personnel MOVE.
- Gestion administrative du personnel détaché du CPAS dans le cadre de l'article 60 de la loi organique sur les CPAS.
- L'engagement définitif de 10 ACS dans le cadre de l'abrogation des programmes de transition professionnelle nous permet de stabiliser notre effectif au sein de la proximité.
- Le turn-over de l'asbl est de 17.6 %. Cela reste élevé et s'explique par l'engagement temporaire d'agent d'entretien suite à la difficulté du CPAS de nous trouver des art 60.
- Gestion de la relation contractuelle de travail : engagements (gestion des CV, contrats, accueil, etc.), avenants, discipline, licenciements, sorties.
- Gestion des relations collectives de travail : préparation (informations juridiques, données relatives au personnel, réunions, etc.), participation et suivi des négociations au sein des organes de concertation (Conseil d'Entreprise, Comité PPT, Délégation syndicale).
- L'engagement en fin d'année 2021 d'une référente de la formation doit nous permettre de professionnaliser la formation continue au sein de l'association.

## Direction administrative et financière

La Direction Administrative et Financière regroupe les services Finances, Informatique, Logistique et Infrastructures/ Travaux. Outre l'encadrement et la supervision de ces services qui sont gérés par leurs coordinateurs respectifs, elle assure :

- La mise en place et suivi des procédures administratives et financières;
- Avec la Direction Générale, l'élaboration et la gestion budgétaire.

## Le service Finances

Le service Finances est composé de 4 personnes (3,8 ETP) et est chargé :

- **De la comptabilité :** opérations comptables, états de rapprochement, comptes de résultat et de bilan, déclarations fiscales des asbl, déclaration de créance, etc.
- **De la trésorerie :** liquidation des salaires, paiement des fournisseurs, élaboration de tableaux de bord relatifs à l'encaissement des recettes, gestion des comptes bancaires.
- **De la gestion administrative des subsides :** la collecte des pièces comptables et l'établissement des dossiers financiers selon les circulaires financières spécifiques à chaque pouvoir subsidiant et des déclarations de créance.
- **De la tenue des archives** selon les prescriptions légales.

Enfin, ce service est également chargé au niveau communal du suivi des subsides des pouvoirs publics que l'asbl gère entièrement tant au niveau administratif que financier : bordereau de recouvrement, déclaration de créance, dossiers financiers, etc.

## Le service Informatique

Le service Informatique est composé de 2 personnes (2 ETP) et est chargé :

- **de la gestion, installation et maintenance** du parc informatique;
- **de l'assistance et support technique**, matériel et logiciels, auprès des utilisateurs;
- **des inventaires du matériel informatique.**

## Le service Logistique

Ce service est composé de 5 personnes (4,7 ETP) et est chargé :

- **De l'économat :** contact avec les fournisseurs, commandes et livraisons dans les lieux de travail, validation des factures, etc.
- **Des inventaires** à l'exception du matériel informatique.
- **Des assurances :** gestion des contrats d'assurance des biens et des personnes, déclarations et traitement des accidents de travail, sinistres et accidents corporels.
- **De l'organisation du travail et de la gestion du personnel d'entretien**, 11 personnes, ainsi que de la formation du personnel art. 60.
- **De la gestion technique du parc automobile.**
- **L'appui aux événements de la Proximité.**

## Le service Infrastructures/Travaux

Ce service est composé de 5 personnes (5 ETP) et s'occupe :

- **de la gestion des infrastructures** y compris des chantiers réparations et aménagements pour 13 bâtiments avec l'aide d'une équipe de 3 ouvriers (2 CDI et 1 art. 60) ;
- **de la garde** (relai alarmes) des 13 bâtiments 7j/7 et 24h/24.

## Le service communication

Une chargée de communication est engagée en février 2021. Le service communication est composé de 1 ETP et gère la communication externe, interne et la communication de crise pour l'association.

En 2021, le service communication s'est attelé à faire un état des lieux de la communication et des outils existants ainsi qu'à rencontrer les équipes de MOVE asbl pour comprendre les besoins en la matière. Grâce à cela, cela lui a permis de développer une procédure de communication, de déterminer des objectifs stratégiques et un plan de communication.

Le service s'est principalement focalisé sur le développement de la communication externe en :

- Développant les réseaux sociaux de l'association : mise à jour régulière de la page Facebook et création d'une page LinkedIn et d'une page Youtube.
- Développant la visibilité de MOVE sur Internet

via : le Guide social, Google, Google Maps, la mise en place d'un outil de veille médiatique, etc.

- Développant un site internet avec un web-designer : structure, Wireframes, recherche graphique, textes, photos, charte graphique, etc. La mise en ligne du site est prévue pour 2022.
- Développant des outils de communication externe : bâches, roll up, cartes de courtoisie, cartes de visite, etc.
- Créant un fichier presse et des outils presse (communiqué de presse, invitation presse, etc.)
- Faisant une refonte du rapport d'activités 2020.
- Soutenant les services en matière de communication : stickers sur la façade des Travailleurs sociaux de rue – secteur centre, Flyer pour le SAMPA, Vidéo pour la Maison des Femmes, Vidéo sur le Taïchi pour la salle de sport de l'Intendant, photos diverses, etc.

En interne, le service communication a :

- Avec le secrétariat de direction, développé un répertoire interne.
- Rejoint le comité des fêtes pour organiser la vie associative en interne : organisation des 20km de Bruxelles, des paniers garnis pour le personnel, etc.
- Créé une procédure de communication.

# L'axe proximité

L'axe de Proximité de MOVE asbl est constitué de services de 1ère ligne qui ont pour principales missions : l'accueil, l'information et l'accompagnement socioéducatif des enfants, jeunes, adultes et familles de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, avec une attention particulière portée à l'inclusion des publics les plus fragilisés. Par son travail, l'axe Proximité vise à renforcer le lien social entre les habitant.e.s, à prévenir les mécanismes de marginalisation et d'exclusion et d'auto-exclusion, et à mettre en place des actions visant à améliorer les conditions de vie dans les quartiers.

Suivant ces objectifs, notre action est pensée, construite et mise en place selon un principe de co-construction avec les différents publics, afin de déployer des projets mobilisateurs, participatifs et porteurs de valeurs citoyennes communes : respect de soi et des autres, émancipation, mixité (sociale, culturelle, d'âge et de genre), coopération, solidarité et responsabilité.

Les principales sources de subsidiation des services de proximité sont le Programme de Cohésion Sociale de la Commission Communautaire française (COCOF) de la Région de Bruxelles-Capitale, le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (FIPI) de la Commission Communautaire française et le Plan Local de Prévention et de Proximité (PLPP) du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, auxquels s'ajoutent des subsides de l'ONE et des subsides pour des projets spécifiques.

L'axe Proximité est composé de 10 projets/services regroupant près de 70 travailleur.euse.s aux profils variés réparti. e. s dans : 5 Maisons de quartier et communautaires : MQ Quatre-Vents, MQ Libérateurs, MQ Heyvaert, Maison du Maritime et MC Pierron-Rive Gauche ; 2 équipes de Travail social de Rue : secteur Centre Historique et secteur West-Gare de l'Ouest-Beekkant-Osseghem ; Le projet Sport Pour Tous ; La Maison des Femmes ; Une équipe de direction.

Les équipes déploient leurs actions au travers de différents axes et dispositifs présentés ci-après.

# Le labo des mixités

Mené dans le cadre du Programme de Cohésion Sociale, le projet «Laboratoire des Mixités» est un projet transversal à l'axe Proximité qui ambitionne de renforcer la notion du «vivre ensemble égalitaire» à travers des démarches impliquant tant les publics de tout âge que les professionnel.elle.s. Tout en s'assurant que ces objectifs se retrouvent dans l'ensemble des projets menés dans les équipes composant l'axe Proximité, le Labo des Mixités a en particulier piloté le projet «Ma commune, mon espace aussi». Encadré par l'équipe de la MQ Quatre-Vents, en partenariat avec l'asbl Periferia, un groupe d'adolescentes et de jeunes femmes âgées de 14 à 19 ans a pu s'engager dans un projet sur la question de la place des filles et femmes sur l'espace public. L'objectif est de trouver, ensemble, des pistes de solutions aux problèmes et constats rencontrés par ces publics. Entamé en 2019, le projet s'est clôturé en 2021. Les participantes ont réalisé un diagnostic genré au travers de marches exploratoires dans le quartier en s'arrêtant à des lieux. A l'été 2021, le groupe a participé à un stage afin de construire des silhouettes en bois à disposer à différents endroits du quartier, identifiés comme des lieux-clés pour les adolescentes et jeunes femmes du projet. Installées pour une durée de trois mois (jusqu'à décembre 2021), ces installations symbolisaient l'absence

des femmes dans ces espaces publics. Une action de diffusion et de sensibilisation au projet a été organisée durant l'été et a rassemblé près d'une quarantaine de participant.e.s (habitant.e.s du quartier, groupes de jeunes de la MQ Quatre-Vents et asbl externes). Cette rencontre et ce travail de sensibilisation ont permis aux jeunes femmes de se renforcer en tant que groupe social : elles ont eu l'opportunité de présenter le projet et leurs actions devant une quarantaine de personnes, avec un micro, directement sur l'espace public. Le groupe a aussi pu présenter et diffuser le manifeste «La ville est à nous aussi!», reprenant les principales problématiques qui ont émergé du diagnostic et les propositions concrètes que les jeunes femmes ont formulé pour y répondre. Enfin, pour clôturer ce projet, un voyage d'inspiration a été organisé à Barcelone en novembre 2021. Le groupe a suivi une formation en partenariat avec un collectif d'urbanistes féministes sur la place des femmes et les évolutions possibles dans la ville et rencontré plusieurs associations et collectifs actifs sur ces problématiques. Ces temps d'échange en dehors du quotidien et du quartier ont permis de comparer, d'échanger et souvent de confirmer certaines problématiques vécues par le groupe concernant l'espace public comme plus large que liées strictement au contexte de leur quartier.

# Les Maisons de quartier et communautaires et le travail social de rue

L'axe Proximité compte trois maisons de quartier (La Maison de quartier Quatre vents, la Maison de quartier Libérateurs et la Maison de quartier Heyvaert) ainsi que deux maisons communautaires (la Maison du Maritime et la Maison communautaire Pierron-Rive Gauche). Ces structures proposent tout au long de l'année des activités s'adressant à un public d'enfants, de jeunes, d'adultes et de parents<sup>W</sup>. Les principaux axes de travail sont : l'école de devoirs, les plaines de vacances, les activités jeunesse, le soutien parental. Le travail social de rue fait également partie des missions des Maisons communautaires et des équipes de travail social de rue. Cela se conçoit comme une approche de prévention sociale et générale. Le travail social de rue (TSR) s'effectue dans quatre équipes : L'équipe TSR du secteur Centre; L'équipe TSR du secteur West; L'équipe TSR de la Maison du Maritime; L'équipe TSR de la Maison communautaire Pierron-Rive Gauche.

# L'école de devoirs

Agréées par l'ONE, les Écoles de Devoirs déploient leurs actions dans le respect des quatre missions du décret :

- Le soutien et l'accompagnement scolaire.
- Le développement et l'émancipation sociale de l'enfant.
- La créativité de l'enfant, son accès et son incitation aux cultures dans leurs différentes dimensions.
- L'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

Une École de devoirs (EDD) est implantée dans chacune des maisons de quartier et communautaire de l'axe Proximité. Elles ont les mêmes finalités, poursuivent les mêmes objectifs généraux et s'organisent globalement de la même manière tout en déployant les projets et actions de manière spécifique à chaque réalité. Les activités EDD s'adressent aux enfants et jeunes âgés entre 6 et 15 ans habitant souvent le quartier d'implantation des différentes structures et dont les parents maîtrisent peu ou pas le français et/ou qui n'ont pas le niveau d'études suffisant permettant de suivre le parcours scolaire de leurs enfants. Bon nombre des enfants et jeunes vivent ou ont déjà fait l'expérience de difficultés voire de décrochage scolaire. La mixité de genre se retrouve dans ce dispositif, du moins jusqu'à un certain âge. De manière générale, les EDD sont pour le public des espaces importants de socialisation et d'épanouissement au-delà strictement du suivi et du soutien scolaire.

## Chiffres clés en 2021

**246** enfants et jeunes

inscrits dans nos cinq écoles de devoirs.

**49,2** inscrits

Moyenne annuelle d'inscrits par MQ ou MC.

**1205,7** présences/mois

Moyenne pour nos 5 MQ et MC, élèves de primaire et secondaire confondus, hors congés scolaires.

**12.057** présences

Totale des présences annuelles dans les 5 MQ et MC.

**6 à 15** ans

âge des enfants et jeunes participants à nos écoles de devoirs.

## Les projets phares en EDD – 2021

Chaque MQ/MC développe des projets phares en fonction des besoins du public et des atouts spécifiques des animateurs et animatrices. Il s'agit parfois d'une approche méthodologique, parfois d'une action spécifique. Ce sont des pratiques qui soudent les équipes autour d'enjeux précis définissant parfois un fil rouge tout au long de l'année.

### La Maison de quartier Quatre-Vents

#### Les livres se mêlent au vent

L'espace bibliothèque créé en 2017 permet de proposer des ateliers en petits groupes durant lesquels l'équipe entend attiser le goût pour la lecture par l'apprentissage ludique. Ils permettent de développer la curiosité, la compréhension, le vocabulaire et l'imaginaire des enfants. L'exploration des livres se fait en parallèle avec l'art et la vie du quotidien. De ce projet est né un partenariat avec la bibliothèque de Molenbeek. Au rythme de deux rencontres par mois, les bibliothécaires ont proposé des thématiques variées en fonction des intérêts et du niveau des groupes.

#### Activités multisports

La pratique du sport est centrale pour le bien-être physique et mental des enfants. Elle permet aux enfants de se défouler tout en apprenant à se dépasser, se concentrer et collaborer en équipe. La MQ Quatre-Vents a ainsi proposé des activités multisports deux fois par mois (badminton, athlétisme, mini-foot, basket, etc.) Ces activités sensibilisent les enfants dès leur plus jeune âge à l'importance d'un mode de vie équilibré dans lequel la pratique sportive est un élément important de bien-être et de développement personnel.

#### Projet d'alimentation saine

En complément des activités sportives, la maison de quartier contribue, à son échelle, à favoriser l'alimentation saine en distribuant des fruits sur le temps d'accueil des enfants fréquentant le soutien scolaire. Cette action a été mise en place suite à deux constats : certains enfants n'ont pas de collations et ces collations ne sont pas toujours saines (sucre industriel, sels ajoutés, etc.) L'objectif est de conscientiser les enfants à l'importance de la bonne alimentation en intégrant des fruits.

### La Maison de quartier Libérateurs

#### Remédiation scolaire

La crise du Covid a accentué les difficultés scolaires et d'apprentissage que certains enfants pouvaient rencontrer. Pour tenter d'y palier, les enfants qui le souhaitent pouvaient participer à des temps de remédiation les samedis matin d'aide scolaire, d'ateliers d'expression et de jeux pédagogiques en complément au soutien scolaire organisé sur les temps classiques de l'EDD.

#### Projet intergénérationnel

Dans la continuité des actions menées les années précédentes, les enfants de la Maison de quartier ont poursuivi les animations auprès des personnes âgées, en partenariat avec le home Sequoia situé dans le quartier. Les enfants ont participé à l'action « Noël au balcon », en organisant des ateliers créatifs et des moments festifs pour égayer la vie des résidents du home. Les enfants ont également réalisé des cartes de vœux et présenté des scènes de théâtre.





## La Maison de quartier Heyvaert

### Les ateliers théâtre

En partenariat avec la Compagnie des Nouveaux Disparus, des enfants et adolescents de la MQ Heyvaert ont pris part à plusieurs ateliers de théâtre pour préparer et répéter un spectacle. Accompagné par une animatrice professionnelle, le groupe a préparé un spectacle qu'enfants et adolescents ont présenté lors de la journée du Festival Mimouna de novembre 2021.

### Sensibilisation à la lecture

Un nombre croissant d'enfants présente des lacunes importantes en français et en lecture. L'équipe d'animation a ainsi développé un projet visant à améliorer leur niveau de français lu et écrit à travers l'humour et la bonne humeur. Diverses activités ont été proposées aux 6-12 ans : visites de bibliothèques communales, rencontres avec des auteurs jeunesse, création d'un livre de l'histoire à l'illustration, visite de la Foire du Livre de Bruxelles ou encore réalisation d'une « carte d'identité » de super héros.

### Nature & environnement

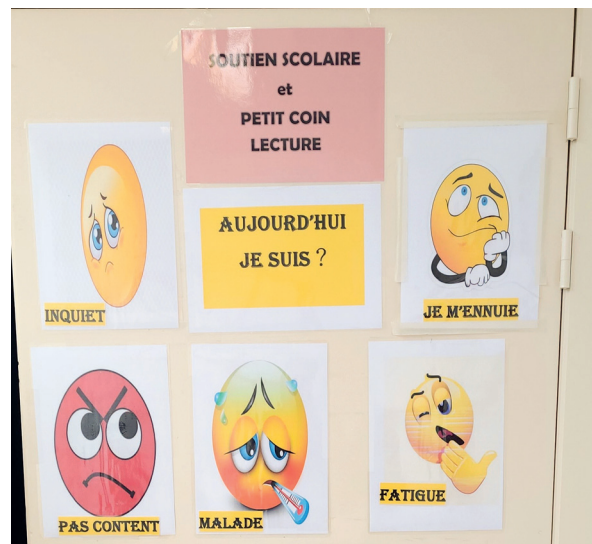
Lorsque l'on demande à certains enfants d'où vient le lait, certains répondent « du supermarché ». Au-delà de l'humour de la réponse, de nombreux enfants grandissent sans quitter l'environnement urbain et ont peu d'occasions d'être en contact avec les plantes, les animaux et les paysages naturels. Pour montrer aux enfants que la nature est un parc d'attractions infini, mais fragile, la MQ Heyvaert a décidé d'explorer avec les enfants la nature, y compris celle que l'on peut trouver dans nos villes. Les enfants ont ainsi créé des nichoirs pour accueillir des familles d'oiseaux, apposés à la façade de la MQ.



## La Maison communautaire Pierron Rive-Gauche

### Les mardis des émotions

Les mardis des émotions sont des temps organisés durant l'EDD qui permettent aux enfants d'extérioriser leurs émotions, de repérer les messages envoyés par leur corps face à ce qu'ils ressentent et de mieux les décoder et les exprimer. L'apprentissage du langage des émotions a sur l'enfant un impact sur son comportement social, sa capacité à surmonter le stress, à gérer son agressivité et à exprimer ses affects. Un enfant qui exprime ses émotions et ses peurs, qui manifeste sa joie ou sa colère, apprend à tenir compte de ce que lui ou les autres ressentent. Ce travail permet de développer l'empathie et la bienveillance pour soi et pour les autres.



### Les vendredis des choix

L'équipe de la MC Pierron-Rive Gauche propose aux enfants de choisir une ou des activités qu'ils mettront en place eux-mêmes. Ce temps permet aux enfants de décompresser d'une semaine d'école bien chargée et de s'amuser selon leurs envies et leurs intérêts. Ils/elles prennent ainsi le contrôle de leur espace et du matériel à disposition et mobilisent différentes formes d'intelligence. Laisser les enfants jouer librement en groupe les pousse à mieux communiquer et négocier. Ces temps sont d'excellentes occasions pour apprendre à trouver des compromis entre pairs, à s'écouter de manière respectueuse et à développer des compétences sociales et de vie en groupe.

## La Maison du Maritime

### La maison du vivre-ensemble

L'idée de cette série d'atelier était de créer des espaces de vie en 3 dimensions, conceptualisés, créés et montés par les enfants autour du thème du vivre ensemble et de la vie en communauté, en construisant un quartier à la façon d'une «tour de Babel». Organisés sur plusieurs semaines lors des temps après-devoirs, chaque enfant a travaillé selon son envie sur comment il.elle conçoit le vivre ensemble de manière idéale et harmonieuse dans un quartier : un toboggan pour sortir de chez soi, un stade de foot, une salle de danse ou encore une piscine. Le résultat : une grande maison réunissant toutes ces envies et symbolisant un quartier harmonieux et respectueux des demandes et envies de chacun.e.

### Le journal des enfants

La création du Journal des enfants de la Maison du Maritime vient de la volonté de développer les capacités de lecture et d'écriture des enfants, deux outils essentiels pour la réussite scolaire des enfants, le développement de la pensée, l'émancipation et l'épanouissement de chacun.e. Les enfants ont pu raconter leurs propres histoires liées à leur vécu, à leurs centres d'intérêt ou à leur imaginaire. Le premier numéro qui sortira début 2022 a été élaboré au dernier trimestre 2021 et est le fruit du travail du groupe des 5ème primaire. Les écrits ont été l'occasion de débattre avec les enfants afin que chacun.e apprenne à exprimer ses idées et à défendre son avis de manière respectueuse.

### Ateliers d'expression

Certains enfants manquent de confiance en elles/ eux et éprouvent des difficultés à occuper pleinement leur place dans un groupe. Ceci peut entraîner des formes de replis sur soi et l'expression de ces difficultés par de l'agressivité plutôt que par la parole. L'équipe a donc mis en place divers ateliers d'expression (débat après projection de documentaire, création de scénettes sur un thème, interviews filmées des enfants les uns par les autres, exercices de théâtre et de prise de possession de la scène) afin de faire prendre conscience aux enfants de leur voix, de leur corps, de leur potentiel d'expression et de leur capacité à réfléchir et de partager leurs pensées et réflexions.



## Classe D

Le projet Classe D se déroule sur l'année scolaire et vise à mettre en place un dispositif d'accompagnement scolaire collectif et individualisé pour les enfants de 6ème primaire (dans la préparation du CEB) et des deux premières années du secondaire (dans la transition vers le secondaire). Réalisés en partenariat avec l'asbl Schola ULB, ces temps complémentaires au dispositif d'écoles de devoirs des maisons de quartier et communautaires ont permis d'accompagner une quarantaine d'élèves tout au long de l'année.



# Les plaines de vacances

Agréées par l'ONE, les plaines de vacances se structurent autour des quatre objectifs du décret :

- Le développement physique et le bien-être de l'enfant.
- La créativité de l'enfant et son accès à la culture.
- L'intégration sociale de l'enfant et la mixité.
- L'apprentissage de la citoyenneté et de la participation.

Les activités de plaines de vacances se déroulent dans les cinq maisons de quartier et communautaires. Elles accueillent des enfants et des jeunes de 6 à 15 ans autour d'un programme d'activités adapté et diversifié. Les vacances constituent un moment précieux pour les publics qui y vivent un temps riche en expérience, se ressourcent, découvrent, sortent de chez eux, développent leur créativité, s'émerveillent, s'amusent, etc., en dehors du rythme scolaire bien rempli à travers une variété d'activités socio-culturelles, socio-sportives et de découverte.

## Chiffres clés en 2021

**431** enfants et jeunes

inscrits dans nos plaines de vacances

**4.192** présences

Totale des présences annuelles dans les 5 MQ et MC.

**86,2** inscrits

Moyenne par plaine dans nos 5 MQ et MC

**6 à 15** ans

âge des enfants et jeunes participants à nos plaines de vacances

**288,8** enfants et jeunes

Moyenne des présences par plaine dans nos 5 MQ et MC

## Les activités phares en plaines de vacances – 2021

Chaque MQ/MC développe un programme d'activités axé sur la stimulation, la découverte et la curiosité en fonction des besoins et des atouts spécifiques des animateurs et animatrices de chaque équipe avec, pour fil rouge, un éventail d'activités de détente et de déconnexion.

### La Maison de quartier Quatre-Vents

#### Vacances culturelles

L'équipe de la MQ Quatre-Vents a mis l'accent sur une programmation culturelle lors des vacances scolaires en proposant un panel d'activités pour les enfants. Partant du constat que l'accès aux lieux culturels est difficile pour certaines familles (freins financiers, manque d'informations sur l'offre culturelle, etc.), l'équipe a mis un point d'honneur à diversifier les activités de vacances : musées, théâtres, visites de villes ou encore ateliers de danse et de mouvements corporels. Autant d'activités pour découvrir le monde, nourrir la culture générale, élargir les horizons, éveiller la curiosité des enfants et prendre un bol d'air culturel.

#### Vacances au vert

La crise sanitaire et les différentes restrictions qui en ont suivi ont poussé l'équipe à privilégier les activités en dehors de la maison de quartier. Ces contraintes se sont avérées être une opportunité de partir à la découverte des parcs et espaces verts de Bruxelles autour de balades en forêts, dans des bois, dans des parcs. Ces sorties plein air permettent aux enfants issus de quartiers populaires de quitter leur commune et voir d'autres horizons à travers diverses activités : des balades à pied, vélo, des jeux géants, des jeux de pistes avec thématiques, des constructions de cabanes, etc. Ces activités conviviales en plein air ont permis de sensibiliser les enfants au respect de la nature et la biodiversité et aux bienfaits qu'elle apporte.

## La Maison de quartier Libérateurs

### Fête des Lumières

Les enfants de la MQ Libérateurs ont participé à la fête des Lumières de Molenbeek. Des ateliers et un concours de dessin ont abouti à la réalisation d'une bâche dessinée apposée sur la façade de la Maison de quartier pour illuminer la structure et apporter une touche illuminée aux habitants et au quartier.

### Déconnexion ardennaise

Un séjour résidentiel a été organisé pour des enfants et des adolescents dans le gîte de Cornimont. Organisée autour d'activités portant sur la nature dans les Ardennes, cette semaine a permis de sensibiliser les participants aux richesses et à la diversité environnementale de la région, au respect de la nature et des animaux. Les enfants et adolescents ont également pu observer le ciel durant la nuit avec une initiation au fonctionnement des astres et au repérage par rapport aux étoiles.



## La Maison de quartier Heyvaert

### Accès à (aux) culture(s)

Afin d'ouvrir le champs des possibles et créer une ouverture d'esprit, l'équipe de la MQ Heyvaert a mis l'accent, durant le temps des vacances, sur l'accès aux cultures sous toutes leurs formes. L'objectif : déstigmatiser l'idée que les enfants et les familles peuvent avoir de l'accès à (aux) culture(s) et proposer des lieux et des disciplines variées et accessibles par toutes et tous (ludothèques, musées, théâtre, etc.).

### Coin bien-être et détente

Les plaines des vacances sont des temps de détente et d'épanouissement pour les enfants. La MQ Heyvaert a mis en place un espace de détente au sein duquel les enfants ont accès à différentes activités au calme. Il s'agit avant tout d'offrir un espace libre d'accès et accessible selon l'envie de l'enfant et qui permette à chaque enfant qui le ressent d'avoir un coin dans lequel souffler, jouer ou lire à son rythme.

## La Maison communautaire Pierron Rive-Gauche

### A la découverte de l'Égypte

Les Vendredis des choix en EDD ont permis aux enfants de proposer un thème à développer pendant les vacances d'été 2021 : la découverte de l'Égypte et de son histoire à travers des pyramides, des hiéroglyphes et des pharaons. Les enfants de 6 à 12 ans ont ainsi découvert le pays et appris davantage sur ses coutumes, son langage et ses traditions de manière ludique, sans avoir l'impression d'être à l'école. Les enfants ont participé à des ateliers créatifs pour créer des pyramides ou apprendre à écrire un mot en hiéroglyphe.



## La Maison du Maritime

### En avant la musique : chant et percussion !

Organisés lors des plaines de vacances, les ateliers de chant et percussion ont permis aux enfants de s'exprimer autrement et de développer leur fibre artistique. Ces ateliers ont éveillé les enfants à de nouvelles dimensions. Ils ont ainsi développé leur sens du rythme, appris diverses chansons, se sont exercés avec des instruments de percussion, découvert la puissance du souffle et le plaisir d'émettre des sons. Si certain.e.s ont découvert leur voix avec timidité, d'autres ont pu prendre confiance en leurs aptitudes.

### A la manière de Magritte

Ces ateliers ont permis aux enfants de connaître/découvrir l'univers de Magritte de manière ludique et interactive. Grâce à des supports visuels, les enfants se sont essayés à l'art à la manière de Magritte, en transformant l'ordinaire en extraordinaire : un oiseau se transforme en feuille, en

nuage, en montagne, etc. Ils ont également créé leurs propres œuvres : à partir d'une œuvre de Magritte effacée de moitié, chaque enfant complétait l'espace vide sur la feuille par son propre imaginaire et avec sa propre création. Une manière originale, ludique et interactive de faire découvrir l'univers des arts et plus largement de donner une autre image des musées.

### Les mini Maisons du Maritime

Les vacances d'hiver ont été l'occasion de proposer des ateliers de fabrication de petites maisons en papier en mélangeant formes, couleurs et lumière représentant leur vision de la Maison du Maritime en carton couplé. Ces ateliers créatifs ont été bénéfiques au développement de la dextérité des enfants en maniant des outils tels que le pinceau ou les ciseaux, mais aussi à la concentration dans un environnement calme et serein. C'était l'occasion d'avoir des moments plus zen pour souffler.

## Les activités jeunesse

En complément de l'offre de soutien scolaire et des activités de vacances que les maisons de quartier et maisons communautaires proposent au public adolescent (à partir de 12 ans), les équipes accueillent également ces publics dans l'objectif de créer des moments d'échange, de réflexion, d'émulation et parfois de détente, à travers un programme de projets et d'activités coconstruit et réalisé tout au long de l'année.

## Les projets phares en travail jeunesse – 2021

### La Maison de quartier Quatre-Vents

#### A la découverte des saveurs du monde

L'année 2021 n'a pas toujours permis d'accueillir des jeunes dans la maison de quartier et de proposer des activités pour ce groupe. Un travail d'accrochage avec les jeunes a été mené à travers l'organisation de temps conviviaux à la découverte des cuisines et des saveurs du monde. C'est un véritable voyage culinaire qui a permis de faire découvrir des mets des cinq continents et de partir à la découverte de cet aspect savoureux de différentes cultures du monde.

### Travailleurs sociaux de rue – Secteur centre

#### Accompagnement du public NEET

Le travail de terrain des TSR a mis en exergue une demande grandissante de jeunes NEET (sans emploi, étude ou formation ou stage) face au manque de perspectives qu'ils peuvent vivre. Sans être nouveau, ce phénomène s'est accentué depuis le début de la crise sanitaire et a conduit l'équipe de TSR du secteur à développer des accompagnements spécifiques pour ce public, en partenariat avec différents acteurs locaux (CPAS, Actiris, asbl spécialisée sur les thématiques d'insertion socio-professionnelle, etc.)

## La Maison de quartier Libérateurs

### Initiation à la boxe

Un groupe de jeunes filles et garçons a participé à des ateliers d'initiation à la boxe. Outre la pratique sportive, ces ateliers encouragent le groupe d'adolescents au dépassement de soi, les responsabilisent et les aident à canaliser leur énergie tout en respectant les autres. Ces ateliers d'initiation sont également importants pour sensibiliser les jeunes à une alimentation et une hygiène de vie plus saine.

### Du vent dans les voiles

En 2021, la MQ Libérateurs a eu l'opportunité d'acquiescer un voilier à restaurer. Ce projet en démarrage a permis de mobiliser et responsabiliser un groupe de jeunes autour d'un projet novateur. Le groupe d'une dizaine de jeunes s'est réuni régulièrement pour travailler à la restauration du voilier et s'initier à la voile et à la plongée à travers différents stages et formations durant les vacances scolaires.



## La Maison de quartier Heyvaert

### Le tribunal des préjugés

Un groupe de jeunes de la MQ Heyvaert s'est associé à un groupe de jeunes d'Uccle pour participer à un projet visant à explorer la notion de préjugé liée à un quartier ou à une commune. Ce projet a poussé les jeunes à débattre et se questionner de manière constructive sur différentes notions : quelles limites nous imposent les préjugés que nous pouvons avoir ? Comment sortir de ce schéma de représentation et les déconstruire ? Les rencontres ont été très fructueuses pour chacun des groupes et ont permis de détricoter les représentations parfois caricaturales que chacun.e pouvait se faire de l'autre.



### Caphilo 2.0

Ce projet se donne pour ambition de sortir la philosophie de son cadre théorique pour en proposer son expérimentation par le « penser par soi-même ». Il vise à donner la parole aux jeunes en explorant leurs besoins, problématiques et ressentis. En partant du postulat que savoir mettre des mots justes sur ses ressentis, c'est déjà un premier pas vers l'émancipation et l'épanouissement. Cette activité permet de développer le sens critique, la puissance d'agir, la citoyenneté, l'émancipation, l'identité et la créativité. Au travers des ateliers, les jeunes ont ainsi débattu et échangé autour de thèmes divers.

### Fakenews

Mené en partenariat avec l'asbl Question santé, le projet se donne pour mission de questionner le rapport des jeunes aux médias. Les informations sur les réseaux sociaux ne sont pas toujours fiables et vérifiées et peuvent pourtant avoir un impact sur notre façon d'appréhender ces informations. Lors d'ateliers menés en 2021, un groupe de jeune a travaillé sur des clés d'analyse et une lecture critique de ces plateformes. Un outil pédagogique concret sera produit en 2022 par les participant.e.s pour explorer le monde de l'information et des médias.

## La Maison du Maritime

### Street workout

Un groupe de jeunes du quartier du Maritime a voulu s'initier à la pratique du street workout sur l'espace public, autour du square Saint-Rémy. Cette activité très prisée des jeunes est aussi un prétexte pour maintenir un contact avec eux tout en dispensant des conseils nutritionnels indispensables pour une alimentation plus équilibrée et plus saine.

### Accrochage par le sport et suivis individuels

Cette action vise à créer du lien avec des jeunes de 12 à 20 ans et répond à une forte demande des jeunes du quartier de faire du sport. Ce travail permet aux travailleurs d'avoir un lien de proximité et de confiance avec des jeunes qui peut s'avérer utile lors de médiations impliquant des jeunes. Ce travail permet de faire un suivi individuel plus spécifique avec certains jeunes et parfois leurs familles.



## La Maison communautaire Pierron Rive-Gauche

### Le café citoyen

Ouvert tous les jours, le Café Citoyen est un espace d'accueil, de rencontre et d'activités ludiques (ateliers musicaux, artistiques, activités multimédias, etc.). C'est un espace de participation où les jeunes sont directement associés à la gestion du lieu et qui a vocation à être ouvert à l'ensemble des publics et des habitants du quartier, en créant un lieu d'expression et de développement de projets et d'actions.

### Accrochage par le sport

Le projet utilise le sport comme porte d'entrée et accroche pour développer des suivis et un travail plus global lié aux problématiques que peuvent rencontrer certains jeunes comme la scolarité, l'accès à l'emploi, etc. Un espace dédié à la pratique sportive a été créé à ce titre au sein de la structure. Au-delà de la pratique sportive, ce projet mise aussi sur la rencontre et la convivialité entre les participants du quartier, filles et garçons, jusqu'à 16 ans (en raison de la mise en place du pass sanitaire pour accéder à la salle de sport) et s'est déroulé à raison de 3 fois par semaine avec environ 15 à 20 participant.e.s.

## Travailleurs sociaux de rue – Secteur West

### Projet Street Workout Ossegem

Suite aux tensions existantes dans le quartier Ossegem, les travailleurs sociaux de rue du secteur West ont rencontré une trentaine de jeunes afin de les écouter et de connaître leurs besoins. Ces rencontres ont mis en lumière la demande des jeunes de mettre en place un espace de street workout dans leur quartier. Accompagné par l'équipe de TSR, le groupe a travaillé pendant plusieurs mois sur des propositions d'aménagement d'un espace convivial pour les jeunes et les familles du quartier (installations de street workout, jeux pour les enfants, place publique aménagée tenant compte des éclairages, bancs, poubelles), ainsi qu'une pétition de soutien signée par les habitants. Le projet est en attente d'approbation et réalisation.

# Soutien à la parentalité

En complément des dispositifs déployés dans les structures de l'axe Proximité, le volet de soutien à la parentalité est également essentiel pour outiller et renforcer les adultes et parents dans leur rôle éducatif. Pour répondre à ces objectifs, divers projets et actions ont été mis en place en 2021. En voici deux exemples :

## La Maison de quartier Heyvaert

### Le projet Pères et pairs

Partant du constat que le rôle de parent doit être renforcé et soutenu dans sa fonction éducative et des demandes exprimées par certains pères d'accéder à des activités sportives, la maison de quartier a développé le projet « Pères et pairs ». Au-delà de la pratique sportive, il a semblé pertinent de proposer un espace-temps dans le quartier dédié à ce public. Des activités diverses qui ont été organisées en 2021 (sport, temps conviviaux, activités socioculturelles) étaient autant d'occasions de créer des temps d'échange et de partage d'expériences autour de la question de la parentalité.

## La Maison du Maritime

### Les ateliers sociolinguistiques pour adultes

Les ateliers sociolinguistiques (cours d'alphabétisation) permettent à des femmes du quartier, pour certaines mères d'enfants fréquentant eux-mêmes l'EDD ou les plaines de vacances, d'apprendre des bases de français. En complément de ces cours, un atelier couture a été mis en place en 2021 suite à la demande des participantes. Cours et ateliers ont été autant de moments charnières pour permettre de se (re)trouver et de créer des temps et des espaces dédiés en vue d'outiller et de renforcer ce public.

# Le travail social de rue

Régi par le Plan bruxellois de Prévention et de Proximité (issu du Plan global de Sécurité et Prévention et dont dépend le Plan local de Prévention et de Proximité), le travail social de rue se conçoit comme une approche de prévention sociale et générale. Au sein des maisons communautaires et des équipes de travail social de rue, les missions principales sont :

- Assurer une présence régulière dans les espaces publics.
- Créer et renforcer les liens sociaux avec les publics.
- Veiller à agir dans un but préventif afin de déceler les situations problématiques et instaurer le dialogue.
- Exercer un rôle actif d'intervention sociale et d'aide auprès de certains publics.
- Diriger et faciliter l'accès des publics selon la demande vers les programmes d'aide existants (récolter et analyser les demandes et les orienter vers des services spécialisés).
- Produire une connaissance formalisée des territoires.

Le travail social de rue (TSR) s'effectue dans quatre équipes :

- L'équipe TSR du secteur Centre : Centre historique, place communale, Ribaucourt.
- L'équipe TSR du secteur West : Gare de l'Ouest, Osseghem, Beekant.
- L'équipe TSR de la Maison du Maritime : Boulevard Léopold II, Escaut, Saint-Rémy.
- L'équipe TSR de la Maison communautaire Pierron-Rive Gauche : Quartier Pierron, Chaussée de Gand, zone Triangle.



## Présence sur l'espace public – Maraudes

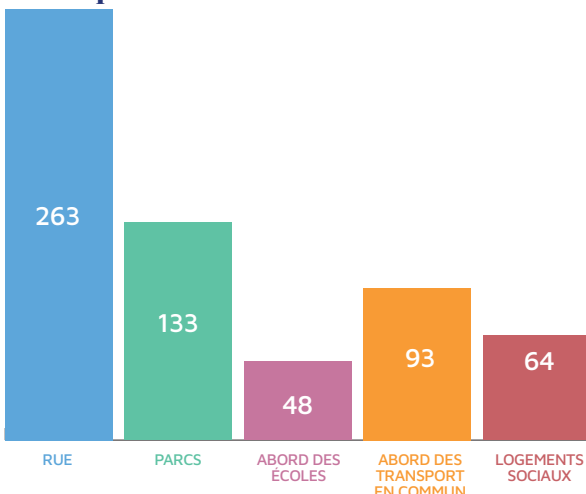
### Travailleurs sociaux de rue – Secteur centre

L'action des travailleurs sociaux de rue du secteur centre se déploie dans le centre historique de Molenbeek, caractérisé par une forte densité de population et de manière corrélée un nombre important de problématiques rencontrées. L'année 2021 a été marquée par une accentuation de la présence des TSR sur les espaces de socialisation pour agir dans une logique de prévention et de sensibilisation aux mesures sanitaires en vigueur. Les travailleurs ont constaté une présence accrue des publics dans les espaces publics pour des raisons diverses liées au contexte sanitaire : limitation des déplacements en Belgique et/ou à l'étranger, fermeture de secteurs professionnels et scolaires, promiscuité dans certains logements, etc. Les maraudes ont donc été renforcées et ont permis aux professionnels de maintenir un contact essentiel avec les publics.

### La Maison communautaire Pierron Rive-Gauche

L'équipe des travailleurs sociaux de rue de la Maison communautaire Pierron-Rive Gauche a assuré des maraudes tout au long de l'année dans des espaces identifiés comme stratégiques (abords des immeubles et habitations, des écoles, des parcs et squares, des transports publics, etc.) et qui sont des lieux de socialisation importants pour les publics. En période de pandémie, l'équipe de TSR a mis l'accent sur la sensibilisation et la prévention en rappelant les mesures sanitaires en vigueur et les gestes barrières et bons comportements à avoir. En complément des maraudes, un volet collectif avec les jeunes a été aussi maintenu (en tenant compte des protocoles d'accueil des publics) et a permis de garder et (re)tisser des liens avec ces publics.

### Principaux lieux de maraudes



### Travailleurs sociaux de rue – Secteur West

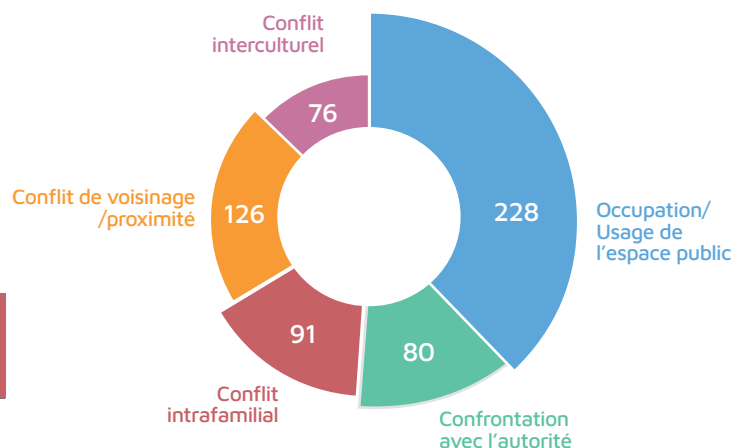
L'année 2021 a été marquée par un important déploiement des travailleurs sociaux de rue sur l'espace public et l'augmentation des maraudes sur leur secteur. Le contexte sanitaire a accru la présence de différents publics aux enjeux et besoins parfois divergents sur les lieux de socialisation (parcs, rues, abords des transports publics). Ce phénomène a par moments conduit à des tensions et des incompréhensions entre publics que l'équipe de travailleurs sociaux de rue a essayé d'apaiser au travers d'une présence visible, régulière et reconnaissable sur ces lieux. L'équipe a également constaté un accroissement des demandes de tout type (emploi, scolarité, démarches administratives, etc.), ce qui a conduit à une forte augmentation des suivis et accompagnements individuels en 2021.

### La Maison du Maritime

Durant l'année 2021, les maraudes sur le territoire qu'est le quartier Maritime ont permis non seulement d'assurer une présence sur l'espace public, mais aussi d'identifier et de récolter les demandes et situations rencontrées par les habitants (jeunes, parents, familles) et les autres usagers de l'espace public (gardiens de la paix). Ces éléments consignés permettent à l'équipe de travailleurs sociaux de rue de développer des pistes d'action. En termes de suivis individuels, certains bénéficiaires ont demandé un accompagnement plus social, soit en interne de l'équipe soit vers des services spécialisés selon les problématiques. En termes de suivis collectifs, la majorité des demandes ont concerné la jeunesse du quartier autour de l'accès à des activités sportives.

### Principales causes d'intervention

En nombre d'interventions



## Accompagnement individuel et permanences sociales

### Travailleurs sociaux de rue – Secteur Centre

L'approche individuelle a été en 2021 un axe important du travail de l'équipe du secteur Centre. Le travail de maraude et la présence accrue sur l'espace public ont permis de se confronter aux nombreuses difficultés rencontrées par les publics en lien principalement avec différentes démarches administratives (CPAS, commune, syndicats, institutions bancaires, etc.). La crise sanitaire et le basculement vers des contacts à distance (téléphone, mail ou applications en ligne) ont renforcé la fragilité de certains publics et la fracture numérique vécue par certain.e.s. Ce changement de pratique a accru la fragilité de certains publics vis-à-vis des démarches administratives digitalisées et a accentué la rupture de certain.e.s avec les services publics.

### Travailleurs sociaux de rue – Secteur West

Le public jeune a été très demandeur d'accompagnement et de suivi individuel sur des problématiques diverses : recherche d'écoles et de formations, recherche d'emploi et aide à la réalisation de CV, démarches et suivis administratifs ou encore accès à des activités socio-sportives. Durant les maraudes, les TSR du secteur West ont également été interpellés par les habitants de ces quartiers pour faire part des problématiques et des conditions de vie parfois difficiles rencontrées. Un travail d'orientation de ces demandes vers les services compétents a été mis en place.

### La Maison du Maritime

Le travail TSR en 2021 a été caractérisé par une augmentation importante du nombre de demandes (suivis et orientations) dans le cadre de la permanence sociale. Une grande partie des demandes de suivis individuels a été récoltée lors des maraudes et a concerné des jeunes adultes en recherche d'appui pour des démarches administratives. Les accompagnements s'effectuent avec l'implication des demandeurs ainsi que des acteurs sociaux qui agissent et interagissent autour de la demande.

### La Maison communautaire Pierron – Rive Gauche

Les suivis et accompagnements individuels ont été réalisés deux fois par semaine en soirée et ont principalement concerné des jeunes autour de questions liées à l'emploi (rédaction de CV, recherche de job étudiant) ou à la scolarité (décrochage scolaire, recherche de stage). En 2021, face à une demande en croissance exponentielle, l'équipe a rapidement mis en place un accueil de première ligne pour offrir à toute personne qui s'y présente une première analyse rapide de la situation, une orientation ou une prise en charge de certaines situations par l'équipe éducative.

# Sport Pour Tous

Projet transverse déployé au sein de l'axe Proximité de MOVE asbl, Sport Pour Tous propose une offre socio-sportive inclusive et alternative aux disciplines et aux modalités dominantes pour les enfants et les jeunes de 6 à 15 ans, tant dans les salles et locaux de sport que sur l'espace public. Le projet entend :

- Élargir la programmation sportive à travers un programme sportif multidisciplinaire ;
- Permettre aux publics de découvrir la richesse des disciplines sportives et de les pratiquer de manière inclusive et sans discrimination ;
- Utiliser le sport comme un outil d'émancipation, d'autonomisation et de renforcement (empowerment) des publics ;
- Casser les stéréotypes et lutter contre les discriminations qui peuvent « parasiter » la pratique du sport.

## Les chiffres clés en 2021

**504** enfants et jeunes

inscrits toutes disciplines confondues.

**6 à 15** ans

âge des enfants et jeunes inscrits aux activités

**196** enfants et jeunes

durant les ateliers hebdomadaires

**308** enfants et jeunes

durant les stages des vacances scolaires

**24** ateliers sportifs

hebdomadaires (hors vacances scolaires) répartis sur 5 jours/semaine

**8** semaines

de stages sportifs pendant les vacances scolaires

**1** grand tournoi

de football, rassemblant 160 enfants et jeunes entre 11 et 13 ans

**5** asbl partenaires

et une quinzaine d'encadrants impliqués toute l'année

## Les activités du service

Sport Pour Tous propose entre autres:

- Des activités socio-sportives : multisport, basket, futsal, football, initiation aux arts martiaux, etc.
- Des activités sportives parents-enfants.
- Des stages de vacances alliant activités sportives et activités créatives.
- Des rencontres avec des professionnels de différents secteurs pour ouvrir les horizons des enfants et des jeunes.
- Des événements sur l'espace public.
- Des conférences.

## 2021 et conclusion

Initié en 2016, le projet Sport Pour Tous a rapidement rencontré un écho favorable et répondu à un besoin qui se faisait sentir auprès des enfants, jeunes et familles molenbeekoises. Encadrés par des animateurs sportifs professionnels et des bénévoles, les activités mettent l'accent sur un travail pédagogique complémentaire à la pratique sportive autour d'un programme sportif varié, inclusif et basé sur la découverte de pratiques et visant l'émancipation et le renforcement du public.

En 2021, Sport Pour Tous a développé son offre sportive en élargissant la programmation : deux groupes supplémentaires en basket se sont ajoutés, ainsi que trois nouveaux groupes de football pour les 6-15 ans grâce à l'accès à l'automne 2021 à un ½ terrain extérieur au stade du Verbiest à Molenbeek. Les activités sportives ont permis de mélanger les activités et les disciplines afin de permettre à des enfants et des jeunes de découvrir le sport autrement. Tout particulièrement lors des stages, des activités que nous

identifications comme davantage accrocheuses (temps ludiques et créatifs) ont côtoyé des temps de découverte sportive comme le basket, le free-style, le multisports, etc. Les stages sportifs ont également été couplés avec des rencontres de personnalités diverses qui ont permis aux publics de rencontrer et échanger avec des personnes aux profils et parcours variés.

Ces activités (activités hebdomadaires et stages de vacances) ont été perçues par les enfants et les jeunes comme des occasions de découverte, d'émancipation, d'autonomisation et d'ouverture sur le(s) monde(s).

Enfin, il est intéressant de noter que le nombre d'enfants et jeunes inscrits a augmenté en 2021 : 96 enfants et jeunes en 2020 contre 196 en 2021, soit une augmentation de 50 %. Il y a également eu un fort accroissement du nombre de filles inscrites : 19 en 2020 et 46 en 2021, soit une augmentation de plus de 50 %. Preuves que la volonté de décloisonnement, d'ouverture et de mixité trouve son importance auprès de nos publics et répond aux objectifs du projet.



# La Maison des Femmes

La Maison des femmes est un service dédié à l'émancipation, l'autonomie et la valorisation des femmes en général et des Molenbeekoises en particulier. La structure se veut un lieu convivial guidé par les règles du respect et d'égalité où chacune peut se réaliser et s'épanouir. Certaines activités, comme les activités sportives et les cours d'alphabétisation, sont uniquement réservées aux femmes, tandis que d'autres activités ponctuelles sont ouvertes à tou·te·s.

La Maison des femmes vise à : Offrir aux femmes un espace et des activités pour les aider dans leur cheminement vers l'autonomie, l'épanouissement et l'émancipation ; Accompagner les femmes dans leurs démarches pour améliorer la qualité de leur vie quotidienne ainsi que celle de leur entourage ; Valoriser les femmes et leurs compétences ; Ouvrir les femmes en particulier et le public en général à d'autres visions du monde plus égalitaires

Pour atteindre ces objectifs, l'action de la MDF s'organise autour de quatre axes :

- La permanence sociale et l'insertion socioprofessionnelle ;
- L'apprentissage (alphabétisation en français, anglais, espagnol, couture et informatique) ;
- Le bien-être physique et moral ;
- Les activités socioculturelles et artistiques.

## Les chiffres clés en 2021

**142 dossiers**

d'accompagnement social dont  
11% pour un public masculin

**102 personnes**

accompagnées dans le cadre  
des permanences Orientation  
socio-professionnelle

**+200 femmes**

ont participé aux activités  
sportives, avec en moyenne  
20 femmes par séance.

**44 personnes**

ont suivi des cours de langue:  
22 en anglais, 6 en espagnol et  
16 en néerlandais

**9 cours de couture**

organisés de niveau débutant à  
avancé pour 47 participantes

**20 femmes**

concernées par les  
ateliers peinture.

**291 femmes**

ont participé aux cours  
d'alphabétisation, réparties sur 19  
groupes, organisés en 2 sessions  
sur l'année

## Les activités du service

### L'accompagnement social

La permanence sociale de la Maison des Femmes est un service de première ligne. Souvent, une problématique administrative ou une demande d'information au départ lors d'un ou des premiers entretiens débouche sur une problématique plus complexe qui requiert un suivi plus global. Dans certaines situations spécifiques, une orientation vers des services plus spécialisés est proposée pour permettre une prise en charge adaptée.

Les demandes de suivis sur des problématiques financières ont été en nette augmentation due à l'accentuation de la précarité financière de certains publics en raison de la crise sanitaire.

La fracture numérique s'est aussi fortement accentuée chez une partie notable des publics, liée au nonaccès à certaines institutions (CPAS, mutualités, communes, etc.) Le projet « App'Help » a été mis en place dans ce sens pour outiller les publics dans les démarches digitalisées. Des ateliers ont ainsi été mis en place pour appréhender les applications via leurs smartphones et un groupe WhatsApp a été mis en place avec les participantes

pour partager des informations pratiques et des tutoriels sur l'utilisation des principales applications (audios et vidéos à réécouter).

### L'orientation socio-professionnelle

Le service d'orientation socio-professionnelle (OSP) de la Maison de Femmes accompagne un public mixte sur différentes thématiques: recherche d'activités et de lieux de socialisation, recherche de cours (langues, informatique, etc.), ou encore recherche d'emploi, de formation ou de stage. Certaines demandes spécifiques sont orientées vers des structures plus spécialisées.

Tout comme pour les accompagnements sociaux, la digitalisation d'une grande partie des contacts et des démarches avec les administrations a accentué la précarité que pouvaient vivre certain.e.s. Les délais de traitement des dossiers par certains organismes ont été considérablement allongés, ce qui a engendré une plus grande difficulté dans la prise en charge et le suivi des publics. D'autres difficultés précédemment rencontrées par les publics persistent: difficultés d'accès à l'emploi ou aux

formations pour les femmes (horaires inadaptés aux horaires de famille, difficulté ou coût important des places en crèches), personnes pensionnées qui souhaitent revenir sur le marché de l'emploi pour faire face aux difficultés financières, procédures de plus en plus longues et fournies dans certaines institutions, etc.

### Cours d'alphabétisation en français

Organisés en deux sessions sur l'année, les cours d'alphabétisation ont concerné 291 femmes, réparties en 19 groupes allant d'un niveau débutant à un niveau avancé. En complément des cours d'alphabétisation, les apprenantes ont participé à des projets spécifiques tels que le projet Poésie et Calligraphie et le projet BD ou encore le projet potager pour découvrir les plantes aromatiques, leurs bienfaits et leurs usages. Tous ces projets ont permis d'expérimenter des outils et leurs apports concrets dans les cours d'alphabétisation et l'apprentissage du français.



### Cours de langues

A la demande du public, la Maison des Femmes a organisé des cours de langue : anglais, espagnol et néerlandais. L'objectif est de s'ouvrir à d'autres langues, l'anglais et l'espagnol pour les voyages, et le néerlandais pour s'ouvrir à la deuxième langue nationale.

### Cours et ateliers couture

Les cours et ateliers couture de la Maison des Femmes permettent d'apprendre les bases de la couture, d'échanger les savoir-faire et plus généralement de partager des moments conviviaux. Les participantes ont pu prendre part à des projets créatifs et de solidarité. En 2021, 9 cours de couture ont été organisés de niveau débutant au niveau avancé.

### Cours et ateliers peinture

Ces ateliers représentent un lieu d'expression artistique et d'échange sur les expériences personnelles et collectives, en rapport avec l'art, et encadrés par une artiste plasticienne professionnelle. Dans le cadre d'une collaboration avec la Foire du livre de Bruxelles, et pour la deuxième année consécutive, des tableaux de nos participantes ont été choisis pour illustrer le recueil « Des plumes et des mots » édité par la Foire.



### Bien-être physique et activités sportives

Par l'intermédiaire du sport, la Maison des Femmes entend proposer aux femmes d'entretenir leur condition physique, évacuer le stress, prendre soin de leur bien-être physique et moral, s'initier à des pratiques sportives et atténuer les tensions de la vie quotidienne qui ont été accentuées par la crise sanitaire. A ce titre, un programme varié d'activités et initiations sportives est proposé dans le cadre du projet Sport au Féminin, soutenu par la COCOF.

Les mesures sanitaires restrictives de janvier à mai 2021 ont conduit à organiser certaines activités à distance pour garder le contact avec le public (aérobic, gymnastique douce, stretching et conseils nutrition). En juin, les activités en présentiel ont repris et le programme d'activités a pu être élargi (yoga, Pilates, capoeira, initiations aux arts martiaux doux, aquagym et piscine). En complément, un séjour sportif a été organisé avec un groupe de 14 femmes à Cornimont autour d'activités sportives diverses, ateliers nutrition et temps de déconnexion dans la nature.

En 2021, ce sont plus de 200 femmes qui ont participé aux activités sportives avec une moyenne de 20 participantes par séance.



## Les projets phares en 2021

### Entre luttes et intériorisation des discriminations, des femmes immigrées en parlent et agissent

Pour la troisième édition, le projet a mis en place un espace d'information et de capacitation afin de renforcer les femmes migrantes et immigrées dans la connaissance du système de lois et procédures ainsi qu'à leur accès effectif afin de faire face au sexisme, racisme et classisme ordinaires, plutôt qu'à les intérioriser. À travers l'alternance entre rencontres collectives en groupe de parole et prises en charge individuelles de type psychosocial, les participantes ont pu prendre conscience du croisement de certaines discriminations vécues (genre, origine, religion, santé, statut, socio-économique, etc.). Pour faire face à ces situations complexes, des interventions ont permis de décortiquer ces discriminations à travers des outils pratiques permettant d'y faire face individuellement et collectivement.

Plusieurs thématiques ont été abordées, avec des personnes-ressources, telles que les croyances limitantes, l'estime de soi et la lutte contre les violences faites aux femmes; l'auto-défense; les systèmes d'oppression; les discriminations dans la loi belge; les aspects psychologiques des discriminations; la prise de parole en public. Un projet artistique autour de la photo a clôturé ce projet pour l'année. Munie d'un appareil photo jetable, chaque participante a pris des photos qui représentent son parcours en Belgique: les lieux, les personnes, les objets, les souvenirs, etc. Des portraits des participantes ont été faits dans les lieux importants dans le parcours de chaque femme. Ces productions seront rassemblées pour proposer une exposition en 2022. L'édition 2021 du projet a regroupé une quinzaine de femmes.



### Prise de parole en public « J'ai une place et des mots à dire »

Se sentir libre de faire entendre sa voix et ses idées n'est naturel pour personne, en particulier pour les femmes de milieu populaire et/ou issues de l'immigration, à fortiori lorsqu'elles s'expriment dans une langue qui n'est pas la langue maternelle et dans un contexte dont elles ne maîtrisent pas nécessairement tous les codes. Ce projet a déployé un espace de formation informelle afin de leur permettre d'être des citoyennes plus actives sachant porter leur propre voix, au sens propre et au figuré, dans la prise de parole en public et en privé. Différents ateliers ont été organisés pour renforcer les femmes dans ce qui est la base de l'émancipation, à savoir exister par la parole et l'appropriation de tous les espaces. Ce projet a permis aux participantes d'analyser les situations et enjeux dans lesquels elles peuvent s'exprimer, de s'approprier des techniques et postures de prise de parole, de mieux gérer leurs émotions, de développer la confiance en soi, le tout dans un cadre bienveillant et propice au renforcement des participantes.

Ce projet a été suivi en 2021 par 13 participantes.



### Documentaire « Guide dans ma commune, guide dans ma ville »

En lien avec les objectifs de renforcement et d'émancipation des femmes, ce projet a permis aux femmes de travailler sur plusieurs aspects: la place des femmes dans l'espace public, l'égalité des chances et l'accessibilité des femmes, issues de l'immigration et faiblement instruites, à des fonctions qui leur semblaient inaccessibles ou encore l'intersectionnalité qu'elles subissent dans différentes situations de la vie. Un documentaire a ainsi été réalisé pour suivre le parcours de ces femmes, les faire dialoguer sur les obstacles et les apports qu'ont représenté les formations de Guide

alternatif. Plus largement, ce récit en images a permis de sensibiliser les publics aux parcours de ces femmes pour être des citoyennes actives et casser les clichés et stéréotypes dont elles sont victimes et les rôles sociaux traditionnels qui leur sont souvent réservés et dans lesquels elles peuvent parfois être cantonnées.

La diffusion de ce documentaire se fera en 2022. Les participantes au projet interviendront et débattront avec les spectateurs. Cette avant-première devrait être un point de départ pour faire voyager le film-documentaire dans d'autres espaces, à Bruxelles et ailleurs.

### La Maison des Femmes à la Foire du Livre de Bruxelles

Depuis plusieurs années, la MDF est partenaire et participe activement à la Foire du Livre de Bruxelles. L'édition 2021 a vu différentes contributions en lien avec des activités et projets menés tout au long de l'année. Le projet potager développé en alpha a été présenté ainsi que des jeux ludiques et interactifs créés autour des plantes aromatiques. Les textes sous forme de kasàla et le recueil «Debout et Dignes» de poèmes et portraits réalisés précédemment dans le cadre du projet «Entre luttes et intériorisation des discriminations» ont fait l'objet d'un court-métrage diffusé durant la Foire. Enfin, des peintures réalisées dans le cadre des ateliers artistiques de la MDF ont été sélectionnées pour illustrer le recueil «Des murs et des mots» réalisé par la Foire du Livre.

## Actions et manifestations

### Plateforme «Molenbeek debout pour les femmes»

Créée à l'initiative de l'asbl Les Albelges, la plateforme «Molenbeek Debout Pour Les Femmes - MODE F» regroupe plusieurs associations molenbeekaises militant pour l'émancipation et l'épanouissement des femmes dont la Maison des Femmes. Les violences (psychologiques, économiques, physiques ou sexuelles) faites aux femmes sont l'expression de la domination et de l'oppression que beaucoup de femmes, à tout âge, subissent dans nos sociétés. Ces violences entravent le parcours de beaucoup d'entre elles, les privent d'une vie épanouie et indépendante et peuvent parfois leur coûter la vie. La plateforme entend lutter contre toutes ces violences, de la prévention jusqu'à la prise en charge et le suivi par la justice des plaintes déposées par les victimes en incluant tous les dispositifs nécessaires pour trouver des solutions efficaces dès le premier acte de violence.

### Ensemble pour nos droits

Un mois avant la journée du 8 mars, une campagne en ligne a été lancée en collaboration avec le Collectif Sororidad pour créer et diffuser sur les réseaux sociaux des droits essentiels réclamés par les femmes. Pour le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, ces droits ont été écrits sur des panneaux en bois léger, fabriqués spécifiquement pour l'occasion, portés lors d'un rassemblement sur la place communale de Molenbeek et proclamés par les participantes. Cette action a regroupé près d'une cinquantaine de femmes.



### Exposition «A la mémoire de nos mortes»

La collaboration avec le Collectif Sororidad Sin Fronteras — Belgica s'est poursuivie en 2021 autour de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Le collectif a proposé une exposition, à partir de son héritage latino-américain, sur l'univers du deuil et de ses rituels, généré par la violence machiste et sur la manière de les transformer collectivement. L'exposition «A la mémoire de nos mortes» a eu lieu le 25 novembre.

# L'axe seconde ligne

Les services de deuxième ligne proposent un accompagnement spécialisé (psychosocial, juridique et de formation) et des dispositifs de coordination dans différents domaines. Les services ont un large réseau de partenaires rassemblant des associations, des écoles, des services communaux (population, service des étrangers, CPAS, etc.), un réseau en Alpha et FLE (Français Langue Etrangère), etc. La deuxième ligne offre une réponse adaptée et répond aux besoins spécifiques de la personne avec une approche globale grâce à une collaboration entre les services spécialisés.

L'axe seconde ligne est composé de 10 projets/services : le pôle scolarité où nous retrouvons la Cellule de veille contre le décrochage scolaire, le Dispositif d'accrochage scolaire, la Cellule de prévention violence scolaire et MOTIC. La seconde ligne est aussi composée du SCAPI, du Pont, de la Coordination communale de la cohésion sociale, du SAMPA et d'Antenne J.

En 2021, même si les équipes ont pu revenir en présentiel la plupart du temps, elles ont dû faire face à de nouveaux défis. En effet, les mesures prises pour lutter contre la Covid ont eu des conséquences problématiques sur les usagers sur le plan matériel, administratif et mental. Les équipes ont donc dû redoubler d'efforts pour venir en aide à ces publics déjà précarisés. Au moment d'écrire ces lignes, les services continuent à travailler avec bienveillance et professionnalisme. Ils poursuivent leur accueil inconditionnel aux personnes qui demandent un soutien et un accompagnement adaptés aux difficultés rencontrées au quotidien.

# Le pôle scolarité

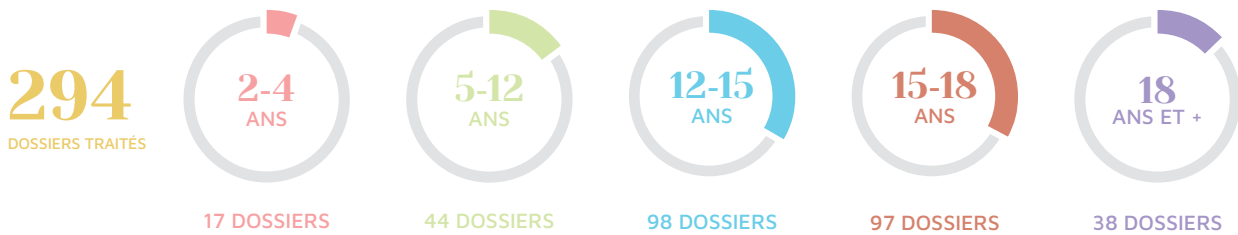
Le Pôle Scolarité consiste en l'accompagnement socio-éducatif, la prévention et la sensibilisation générale du « jeune en scolarité » à travers quatre initiatives : la Cellule de Veille Contre le Décrochage Scolaire, le Dispositif d'Accrochage Scolaire, la Cellule Prévention Violence et MOTIC.

Que ce soit par une approche individuelle ou collective, ces quatre actions se concentrent sur les jeunes en âge scolaire, leurs parents et les équipes éducatives. Chaque initiative porte des objectifs spécifiques et des complémentarités peuvent s'opérer.

# La Cellule de Veille contre le décrochage scolaire

La Cellule de Veille est un service d'accompagnement à la scolarité pour les enfants et jeunes molenbeekois et leurs familles. Le service offre une écoute active, informe sur les droits et devoirs liés à la scolarité et sur les recours possibles, etc.

## Les chiffres clés en 2021



## Activités du service

Le service accompagne l'élève et/ou sa famille qui fait face à des difficultés impactent sa scolarité et/ou son système familial. Un plan est élaboré avec l'élève pour atteindre ses objectifs scolaires et personnels. Le service propose une aide administrative (bourses études, recours, etc.), une orientation scolaire et peut être le lien entre le jeune et sa famille, l'école et d'autres ressources (réseau AMO, santé mentale, SAJ, SPJ). De plus, le service accompagne l'élève pour qu'il puisse s'inscrire et s'intégrer au mieux dans l'école de son choix.

## 2021

En 2021, à cause de l'enseignement hybride imposé par le gouvernement pour lutter contre la COVID et donc l'absence de liens sociaux, l'équipe a constaté une augmentation des demandes de jeunes en décrochage scolaire.

Dans l'enseignement spécialisé, les institutions ont dû fermer à cause des mesures COVID. Le service a été sollicité par des familles démunies face à cette situation, car il y a eu une régression des acquis chez leur enfant. Le service a accompagné les familles lors des entretiens médicaux et les a orientées vers des services compétents.

Le service a également remarqué l'augmentation de la précarité de certaines familles. Le service a été sollicité pour trouver des solutions quant aux frais scolaires, pour rechercher un logement, pour trouver des aides alimentaires ou du matériel informatique, etc. Ces demandes ont nécessité une adaptation du service laissant parfois les difficultés scolaires au second plan.

Le service a rencontré tout au long de l'année une solidarité citoyenne qui a répondu aux besoins croissants de la population en matière de produits de première nécessité : collectifs citoyens et aide alimentaire, donation au sein des écoles, sensibilisation accrue aux primo-arrivants, etc.

Les demandes de bourses d'études ont aussi augmenté. Les services font parfois face à un refus de la direction des allocations d'études de communiquer avec les intervenants externes, comme la Cellule de Veille.

La Cellule de Veille observe une augmentation des risques liés au numérique : Les écoles et les parents sont démunis et manquent d'outils face à ces situations ; Augmentation des situations de harcèlement, de violences sexuelles ; Dépendance aux jeux vidéo, réseaux sociaux, etc. ; Fracture numérique de certaines familles.

L'équipe remarque une augmentation des souffrances psychologiques, tant chez les adultes que les enfants. Pourtant, il y a un manque de place dans les services de santé mentale.

Le partage des difficultés de terrain avec certains acteurs liés à la scolarité a permis une réflexion autour de la mise en place d'alternatives à une scolarité « ordinaire » : comment permettre au jeune de se « ré-affilier » à l'institution scolaire ?

## Conclusion

Le service fait face à des situations de plus en plus inquiétantes : violences intrafamiliales, agressions sexuelles, harcèlement en milieu scolaire ou dans les quartiers, familles à la rue avec enfants, etc. Ces situations nécessitent d'agir dans l'urgence pour le service, soulevant des questions d'éthique, de valeurs, de responsabilité citoyenne, de notion de mineur en danger, etc. À terme, l'équipe désire interroger davantage ces réflexions avec l'aide de professionnels.

Le service constate que la crise sanitaire a augmenté les difficultés liées à la scolarité, le repli sur soi et la violence. Elle a aussi créé de nouvelles formes de pauvreté. Les familles en situation de grande précarité essaient de répondre aux besoins primaires de leurs enfants. Elles n'ont ensuite plus les moyens pour la culture, le sport et les loisirs et la scolarité est reléguée au second plan.

Le service entreprend davantage, vu le contexte sanitaire et de manière « palliative », des démarches administratives, obligeant ainsi l'équipe à s'écarter pour un temps de ses missions premières tant les services externes compétents sont eux-mêmes saturés ou parfois absents.

# La Coordination du Dispositif d'Accrochage Scolaire - DAS

Le Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) est un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (Perspectives-Brussels). Il vise à favoriser l'accrochage scolaire par des projets éducatifs dans les écoles en dehors des heures scolaires. Cela concerne toutes les écoles sises sur le territoire local, tous réseaux confondus, francophone et néerlandophone. De nombreux ateliers coaching, du soutien logopédique ou encore des projets artistiques sont développés dans les écoles. L'asbl MOVE assure la coordination locale de ces projets en collaboration étroite avec les écoles afin d'optimiser les ateliers. Cela se fait par un accompagnement des écoles au niveau pédagogique, administratif et financier.

## Les chiffres clés en 2021

1 889 867€

DE DOTATION DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE  
POUR LE TRIENNAT  
2021-2025 POUR MOLENBEEK

8 000€

MONTANT MOYEN  
ANNUEL PAR ÉCOLE

44 experts

psychomotriciens et  
associations partenaires,  
artistiques, sportives, de  
tutorat

41 établissements  
scolaires soutenus

+ 100 enseignants  
concernés

## Activités du service

Le DAS via sa coordination assure le suivi des partenaires, des ateliers et des projets qu'elle représente ensuite à la Région, en tant que relais pour la commune de Molenbeek-St Jean. Elle a notamment en charge la remise des appels à projet, les évaluations, les bilans financiers, etc.

Les actions sont portées par des vacataires ou des associations spécialisées dans divers domaines : logopédie, pratique théâtrale, sportive, artistique, etc.

Les projets concrets du DAS sont diversifiés. Chaque établissement a la possibilité de trouver les réponses et les ateliers les plus adéquats par rapport à la réalité du terrain. Cependant, nous retrouvons des convergences et il convient de faire une distinction entre les écoles primaires et les écoles secondaires. Dans le réseau du secondaire, la priorité est donnée au soutien scolaire via

une aide aux devoirs, un programme de tutorat, des ateliers de méthodologie ou encore une aide plus spécifique pour accompagner les primo-arrivants ou anciens-primo dans l'apprentissage de la langue. Un vaste projet de coaching pour jeunes en décrochage est également mis en place dans les écoles néerlandophones. Dans les écoles primaires, les projets sont axés sur la valorisation de l'enfant et l'augmentation de son estime personnelle, considérant le bien-être de l'enfant comme une condition d'apprentissage. Certaines écoles vont donc développer un projet théâtre visant le développement de la créativité et l'expression. D'autres projets, plus axés sur le sport, tentent d'amener le jeune vers une meilleure maîtrise de son corps ainsi qu'un apprentissage des règles, du respect de l'autre et de l'acceptation de soi à travers du judo, des sports d'équipe, etc.

## 2021

2021 était une année charnière : clôture des projets de l'ancien triennat et les nouveaux projets accordés par la Région de Bruxelles-Capitale via Perspectives-Brussels pour 2021-2024.

Comme en 2020, l'année a été quelque peu bousculée à cause de la crise sanitaire. Cependant, les écoles et les partenaires étaient mieux préparés qu'en 2020 et ont pu mettre en place des aménagements et des adaptations aux projets.

La Région a également permis aux écoles d'investir le budget non dépensé de 2020 dans l'achat de matériel, notamment informatique. Certaines écoles du secondaire ont également pu bénéficier en 2021 d'un subside extraordinaire (DAS Renforcement) suite à la crise sanitaire ; cela a permis de renforcer l'offre de coaching scolaire et de tutorat pour les élèves de ces écoles.

## Conclusion

Au niveau des résultats atteints, il est objectivement impossible de quantifier l'apport du D.A.S. dans les écoles au bénéfice des enfants. Le même atelier aura un impact différent selon l'enfant et son contexte de vie. Cependant, en complémentarité à l'école, le DAS offre une approche intéressante puisqu'elle permet de cibler les enfants en difficulté et de travailler en petit groupe, ce qui est rarement le cas durant les heures de cours, où les classes sont souvent surchargées.

# La Cellule Prévention Violence

La Cellule Prévention Violence est composée d'une personne à temps plein. Elle a pour mission de prévenir le phénomène de violence en groupe à l'intention d'un public cible d'enfants et adolescents de 2,5 à 18 ans. Elle intervient en développant des outils et des activités qui permettent de se rapprocher de cet objectif.

## Activités du service

Le projet de la cellule prévention violence a pour ambition de travailler sur les causes d'émergence de comportements sociaux et relationnels inadéquats. Cela se fait en travaillant sur différents leviers : travail sur la communication, la négociation, la reconnaissance et la gestion des émotions, l'estime de soi, la place dans le groupe, etc. Le travail se fait via l'accompagnement des équipes éducatives et pédagogiques ou directement avec le groupe-classe.

Les élèves acquièrent ainsi des compétences communicationnelles et relationnelles leur permettant de gérer plus sereinement et pacifiquement les situations de conflit.

## 2021 et Les chiffres clés

Durant l'année 2021, la cellule a :

- **Développé et/ou présenté des outils de prévention, permettant de travailler différentes aptitudes sociales, à savoir :** favoriser le développement positif de l'enfant, la communication, la gestion de conflit, l'estime de soi, etc. L'idée est d'optimiser le travail des enseignants en leur permettant d'insérer dans leur pratique quotidienne des petites activités ou des manières de travailler.
- **Organisé 7 périodes de concertation concernant des thématiques diverses :** le développement de l'estime de soi, la coopération, la gestion de conflit, l'apprentissage et la reconnaissance des émotions, la prévention et la gestion du harcèlement, l'aménagement de la cour scolaire, le règlement de classe ou celui des lieux communs, les règles et les sanctions (réparatrices de préférence).
- **Procédé à 16 interventions ponctuelles dans des classes.** Les interventions se font à la demande de l'enseignant ou de la direction d'école. Les objectifs principaux de l'intervention sont définis lors d'une réunion au préalable en concertation avec les membres de l'équipe pédagogique concernés (direction, enseignant, assistant social, éducateur ou autre selon le contexte). Le nombre d'ateliers par classe varie selon le travail à effectuer, ce qui est amené par les enfants lors des ateliers (donnant parfois de nouvelles matières à travailler) et la manière dont le groupe avance.

## Conclusion

Étant donné la période de pandémie et les nécessaires adaptations au sein des écoles et à l'interne pour le service jusqu'en juin, la cellule Prévention violence a dû s'adapter. Une partie des interventions n'ont pas pu être réalisées. Certains ateliers et concertations ont pu avoir lieu en présentiel lorsque cela était possible. Dans certains cas et sous certaines conditions, le travail a continué ou a été entamé via un coaching des enseignants à distance. L'important était de garder les liens.

# MOTIC - Formation à l'informatique

MOTIC mène un projet innovant basé sur l'utilisation pédagogique des outils informatiques comme facilitateurs et renforceurs des apprentissages socio-scolaires (savoir-faire, savoir-être). Composée de 3 formateurs à temps plein, l'équipe est présente dans 3 écoles communales francophones de Molenbeek (n° 2, 7 et Tamaris).



## Les chiffres clés en 2021

**437** jeunes

ont bénéficié des services de  
MOTIC

**14** adultes

ont bénéficié des services de  
MOTIC

## Activités du service

### Une formation informatique

Le programme des cours tel qu'il est développé vise à lutter contre le décrochage scolaire et à réduire la fracture numérique en faisant des TIC les outils indispensables pour l'acquisition des compétences et le soutien à la réussite scolaire. Dans le cadre de ses missions qui se rapportent à l'axe «Lutte contre le décrochage scolaire», l'équipe a développé un objectif principal qui consiste à utiliser les outils informatiques et multimédias pour renforcer le soutien aux apprentissages et à soutenir l'accrochage scolaire chez les jeunes.

Au-delà de cet objectif général, le projet vise à :

- Développer l'acquisition participative des savoirs par les jeunes à travers l'outil informatique;
- Renforcer les compétences informatiques, indispensables sur le marché de l'emploi;
- Développer l'esprit critique des élèves;
- Développer la confiance en soi et l'autonomie du jeune face à ses capacités à apprendre;
- Sensibiliser les parents et les familles aux bons usages de la technologie à la maison;
- Sensibiliser les jeunes aux métiers de l'informatique et des multimédias;
- Développer des outils de sensibilisation et de prévention;
- Améliorer la relation jeune – professeur/école – parents.

### La sensibilisation aux bons usages de la technologie et à la problématique du harcèlement scolaire

Cette année encore, ces actions de sensibilisation ont été proposées auprès des écoles partenaires ainsi qu'aux écoles et associations suivantes : écoles communales n°2, 7 et Tamaris. Nous constatons qu'une lutte efficace contre le cyberharcèlement passait principalement par la lutte contre le harcèlement scolaire de façon plus générale.

L'action se focalise sur 2 axes :

- L'approche institutionnelle: sensibilisation de l'ensemble de la structure pédagogique (directions, instituteurs, éducateurs, etc.).
- L'approche collective : sensibilisation des élèves des classes de 5e et 6e primaire.

En ce qui concerne les actions de sensibilisation, les directions et les enseignant.e.s reçoivent des outils pour lutter contre le harcèlement scolaire et instaurer une philosophie de bien-être des enfants.

La sensibilisation aux bons usages de la technologie à destination des adultes (structure pédagogique et parents) porte sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication, à savoir : l'usage de l'informatique et de ses applications tel Internet et les réseaux sociaux, les doter de connaissances suffisantes leur permettant de réinvestir leur rôle d'éducateur auprès du jeune hyper connecté ainsi que les sensibiliser aux comportements à risque pour la santé.

Selon le niveau, la sensibilisation comprend 4 grandes thématiques (santé, vie privée, addiction et protection de l'enfance) en primaire et 2 grandes thématiques (santé et protection de l'enfance) en maternel.

## 2021

L'année scolaire 2020-2021 a pu reprendre à peu près normalement. Les élèves de 5e primaire ont débuté le cursus classique et le service a constaté une amélioration de l'utilisation de l'outil informatique et une utilisation plus responsable des réseaux sociaux et d'Internet. En ce qui concerne les classes de 6e primaire, tous les objectifs n'ont pas pu être atteints à cause des mesures de confinement de l'année scolaire 2019-2020. Une sélection a donc dû être faite dans le choix des matières et sujets de sensibilisation abordés. Malgré

cela, le service a continué à évaluer la progression des élèves et de leurs connaissances pendant et en fin de formation, de façon adaptée.

En ce qui concerne les sensibilisations, les élèves qui suivaient des formations en informatique ont pu en bénéficier. À cause des mesures sanitaires, seulement une école supplémentaire a pu avoir accès aux sensibilisations (sans la présence des parents). La situation était identique concernant les sensibilisations avec les équipes pédagogiques.

## Conclusion

Cette année, le service note plusieurs points positifs. Notamment, la présence continue du service au sein des écoles qui permet d'avoir une collaboration efficace et une relation de confiance s'est établie avec les élèves qui savent qu'en cas de questionnement ou d'inquiétude, l'équipe est disponible. Aussi, suite à la formation, les jeunes ont plus confiance en eux et de nouvelles perspectives pour l'avenir (métiers). De plus, le service a des retours positifs des jeunes qui ont bénéficié de la formation en primaire et qui sont actuellement en secondaire. Notons également, qu'au sein de la famille et auprès de leurs amis, les jeunes adoptent désormais une attitude de sensibilisateur. Et, l'inclusion des filles dans les métiers de l'informatique qui réalisent que ce n'est pas un domaine réservé aux hommes.

Le service remarque également que la crise sanitaire a mis en exergue une fracture numérique matérielle importante au sein d'une partie de la population, ainsi que les limites du concept de cours à distance. Les élèves ont pu ressentir les bienfaits des cours en présentiels et la nécessité de maîtriser l'outil informatique.

# Le service d'aide aux Molenbeekois Primo Arrivants SAMPA

Le SAMPA est un service qui vise à faciliter l'intégration et l'insertion des personnes primo-arrivantes molenbeekois. Le service accueille ces personnes dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire via différents sous-services : des cours d'alphabétisation et de Français langue étrangère, un service d'insertion socio-professionnelle, un service sociojuridique et un accompagnement psychologique. Les personnes peuvent bénéficier d'un ou de plusieurs services selon leurs besoins.

Pour le service, une personne est dite « primo-arrivante » si elle est récemment arrivée en Belgique dans un but autre que touristique et/ou a des papiers définitifs depuis moins de 5 ans.

En 2021, l'équipe est composée d'une responsable, d'une secrétaire/accueillante, de trois assistantes sociales, de deux psychologues et de dix-huit formateurs.rices.

## Les chiffres clés en 2021

En 2021, il y a 1386 dossiers actifs pour l'ensemble des services du SAMPA. C'est une augmentation de plus de 250 dossiers par rapport à 2020. Les demandes ont augmenté, notamment pour le service sociojuridique, à cause de la digitalisation des services publics ainsi que la mise en place de permanences téléphoniques qui remplace les permanences physiques.

867 nouveaux dossiers ont été ouverts et 90 personnes ont été suivies par au moins 2 services du SAMPA. Le public est de 52 % d'hommes et 48 % de femmes âgé de 15 à 89 ans.

En 2021, le SAMPA a reçu des personnes de 67 nationalités différentes. Les plus représentées sont : Maroc (38 %) ; Pays du Moyen-Orient (19 %) dont une majorité de Syriens (15%) ; Pays de l'Union Européenne (16%) dont 9 % de Belges et 4 % d'Espagnols ; Afrique subsaharienne (13 %) dont 5 % de Guinéens ; l'Afghanistan (3%) ; Pays d'Europe de l'Est (3%) ; Pakistan (2,6 %) ; Pays d'Amérique centrale et du Sud (2%) ; Reste du monde (3,4 %).

En ce qui concerne les principaux titres de séjour des personnes : 27 % sont en séjour précaire ; 27 % ont un séjour limité ; 14 % des usagers ont un séjour illimité ; 16 % sont candidats réfugiés ou réfugiés reconnus ou sous protection subsidiaire ; 9 % sont belges ; 5 % sont Européens ; 2 % sont en demande de régularisation pour raison humanitaire ou médicale.

Notons que les personnes qui s'adressent au SAMPA sont arrivées en majorité par le bouche-à-oreille (56%). Les autres vecteurs importants sont les Bureaux d'accueil (BAPA) (18 %), la commune de Molenbeek (9%), le CPAS (7%), les services sociaux (5 %), les autres services de l'asbl (4%) et autres (3%).

# Le service sociojuridique

Le service sociojuridique du SAMPA est spécialisé en droit des étrangers. Il est composé d'une assistante sociale et d'une travailleuse sociale. Le service a pour mission d'analyser les demandes; d'informer les usagers sur leurs droits liés au séjour en Belgique (visa, regroupement familial, régularisation, asile, prolongation de séjour, nationalité, etc.); de les accompagner durant leur processus d'intégration sur le territoire; de constituer et rédiger, quand cela est possible, les demandes à introduire auprès des instances compétentes ainsi que d'effectuer le suivi des dossiers.

## Les chiffres clés en 2021

**1.063 personnes**  
REÇUES CETTE ANNÉE

**3.637 entretiens**

**703 personnes**

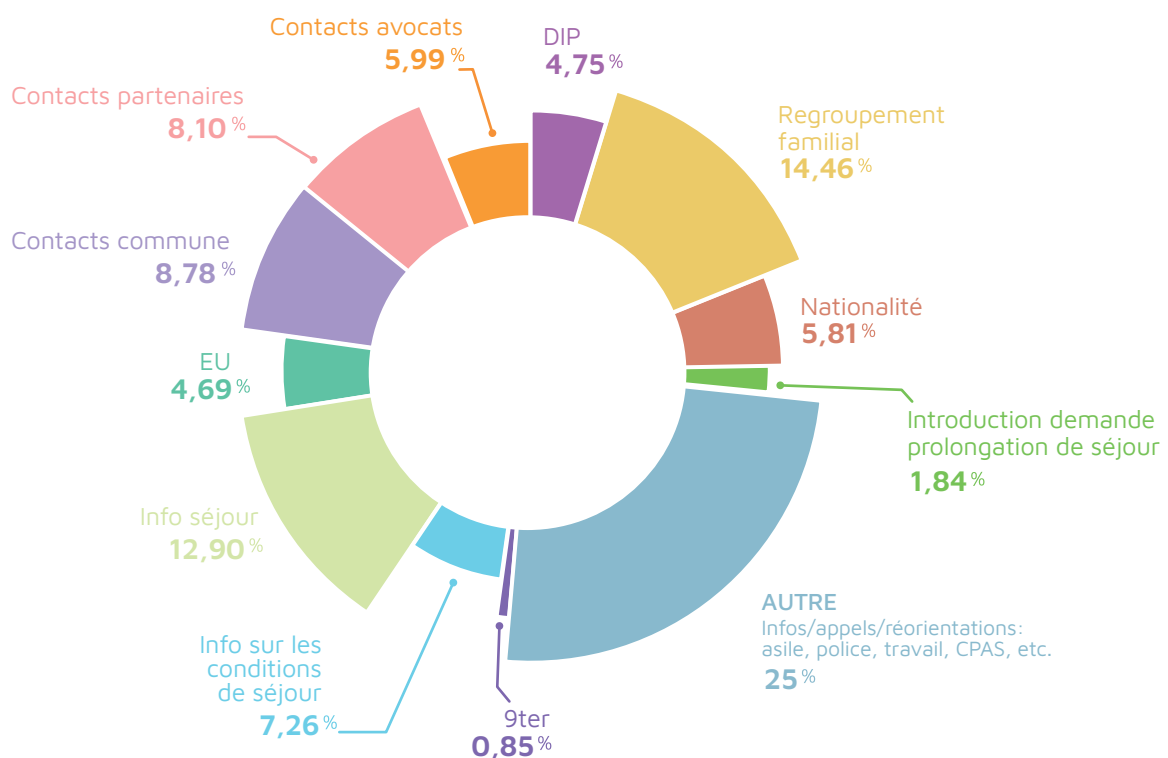
reçues en présentiel et 3.122 prestations effectuées pour ces personnes.

**360 personnes**

accompagnées à distance et 515 prestations effectuées pour celles-ci.

## Les activités du service

Les thèmes récurrents traités restent les mêmes d'année en année, même si leur ordre peut varier.



## 2021

En 2021, la majorité des demandes reste le regroupement familial avec 14,46 % des demandes. Dans ce cadre, le public rencontré qui aimerait faire venir des membres de leur famille n'est plus forcément primo-arrivant et peut être installé depuis longtemps en Belgique ou de nationalité belge. Le service constate que les conditions relatives aux demandes de regroupement familial se durcissent de plus en plus : revenu NET/mois exigé de 1.737,98 € et redevance de 209 €.

Ensuite, les demandes fréquentes concernent les informations quant au séjour des personnes et aux possibilités de régulariser leur situation. Néanmoins, au vu de la politique restrictive actuelle qui ne laisse plus place à l'exception, seules cinq demandes de régularisation basées sur l'article 9 bis de la loi du 15/12/1980 et deux demandes de régularisation basées sur l'article 9 ter (maladie grave) ont pu être introduites. Durant ces dernières années, le service note une évolution dans les décisions prises par l'Office des Étrangers pour les demandes introduites via les deux articles susmentionnés. En effet, la grande majorité d'entre elles reçoit une décision négative d'où le peu de dossiers introduits en 2021. Par ailleurs, la redevance à payer à l'Office des Étrangers est également un frein à l'introduction de ces dossiers : 366 euros pour une demande de régularisation basée sur l'article 9bis à l'heure actuelle.

Suite au changement de la loi sur la nationalité en 2013, une partie du travail consiste également à informer et à aider à la constitution du dossier si la personne répond à toutes les conditions (travail,

langue, intégration). Une redevance ainsi que des taxes communales sont aussi à payer avant l'introduction du dossier : minimum 150 euros.

En 2021, le service est sollicité à maintes reprises pour jouer le rôle d'intermédiaire avec les administrations, le CPAS, les mutuelles, le Bureau d'Aide Juridique, les consulats/ambassades etc. Ces derniers sont moins disponibles qu'en temps normal en raison de la crise sanitaire. Les demandes étaient : prises de rendez-vous via site internet ou par mail, demandes de rendez-vous urgents par mail, demandes d'envoi de documents uniquement par mail et sous format PDF, etc.

En plus de ses activités, le service est intervenu dans les cours d'alpha/FLE du SAMPA pour y dispenser des présentations au sujet du droit des étrangers. Ces présentations permettent, plus largement, d'informer et conscientiser les personnes primo-arrivantes vis-à-vis des règles à respecter. Dans ce cadre, le service a aussi collaboré avec l'ASBL «Solidarité Savoir» pour intervenir sur le sujet du droit des étrangers durant les modules du «parcours d'accueil».

En raison de la crise sanitaire, le service s'est adapté depuis mai 2020. Le service est accessible aux bénéficiaires en présentiel uniquement sur rendez-vous. Les travailleuses sociales étaient présentes en moyenne 3 jours par semaine afin d'y recevoir les bénéficiaires. Les autres prestations se sont faites en télétravail à travers des permanences téléphoniques : 6 plages horaires de permanences réparties sur 3 jours.

## Conclusion

Pour conclure, en 2021, le service a été sollicité plus que les années précédentes. Le service constate une augmentation significative des dossiers et des entretiens et ce malgré l'annulation des permanences en présentiel. Le service a effectué 61,9% plus d'entretiens et aidé 24,9% plus de personnes en 2021 qu'en 2020. Cela correspond à une augmentation de 75,9% en termes d'entretiens et 24,7% en termes de personnes aidées par rapport à 2019.

Le service a été le témoin de situations humaines difficiles, beaucoup de personnes se trouvant dans des situations de précarité importante, confrontées à des problèmes de ressources, logement, et d'isolement. Bien que cela était déjà le cas par le passé, le service a été sollicité par un nombre plus important de personnes pour être l'intermédiaire entre ces dernières et les administrations, moins disponible en raison de la crise sanitaire. Le service a également été amené à effectuer des prestations qui ne font pas partie de sa charge de travail : procéder à l'enregistrement de contrats de bail, prise de rendez-vous en ligne à la mutuelle, prise de rendez-vous en ligne avec certaines administrations, etc.

Si la configuration pluridisciplinaire du SAMPA offre des atouts certains pour traiter une bonne partie des demandes spécifiques des personnes primo-arrivantes, il n'en reste pas moins que le service connaît des difficultés face au nombre sans cesse en augmentation des demandes et une diminution des moyens tant financiers qu'humains.

# Le service d'insertion socioprofessionnelle - ISP

Le service d'insertion socioprofessionnelle accompagne les personnes primo-arrivantes dans leur intégration en Belgique ainsi que dans la recherche d'un emploi stable. Pour cela, le service fait un bilan et détermine un projet réaliste et réalisable avec la personne. Ce parcours est composé de quatre étapes : Bilan et détermination, Préformation, Formation qualifiante et la Mise à l'emploi.

## Les chiffres clés en 2021

En 2021, le service a fait 267 entretiens. Les personnes qui viennent plus de deux fois sont dans une recherche d'emploi active et fréquentent régulièrement le service (certains viennent une fois par semaine).

Cette année, sur 76 usagers, 11 ont trouvé un emploi. C'est une nette augmentation par rapport à 2020. Certaines personnes ont encore des difficultés à trouver un emploi pour de multiples raisons : aucune expérience professionnelle (même dans le pays d'origine), le manque ou le peu de connaissance d'une des langues nationales et la faible scolarité dans le pays d'origine.

Sur les 76 nouveaux dossiers ouverts en 2021, 62 usagers sont venus de leur propre initiative. Les 12 autres étaient orientés par d'autres services du SAMPA, le CPAS ou d'autres associations.

En ce qui concerne le public du service, 64,5% sont des femmes et 35,5% des hommes. 36,8% est non ou très peu scolarisé, 19,7% ont le CEB et 32,8% ont plus que le CEB, mais moins que l'équivalent du CESS. Et enfin, 10,5% ont entamé des études supérieures (études souvent non terminées). Le public du service est à 47,3% au CPAS. 30% sont dépendant d'un tiers (regroupement familial). 5,2% de chômeurs font appel à notre service et 14,4% de notre public sont des travailleurs en situation précaire et veulent trouver un emploi plus valorisant et avec de meilleures conditions. 2,6% de notre public est illégal et les données ne sont pas connues.

## Les activités du Service

Le service prévoit un parcours en quatre phases pour accompagner les usagers.

**Bilan et détermination :** le bilan est fait avec la personne pour déterminer ses compétences acquises à l'étranger ou en Belgique, sa situation actuelle, ses souhaits, etc. Ce plan d'action doit être réaliste et réalisable par rapport au marché de l'emploi. Cette phase de bilan est fondamentale pour construire un bon parcours d'insertion.

**Préformation :** le service dirige la personne vers une préformation qui ne forme pas directement à un métier précis, mais qui est essentielle dans le parcours du primo-arrivant (ex : cours de néerlandais, cours de français, d'informatique, détermination de projet pour un métier, etc.).

**Formation qualifiante :** à l'issue de celle-ci, la personne sera capable d'exercer un métier donné (ex : formation de cuisinier.ère, aide-soignant.e, employé.e administratif.ve, etc.). Pour avoir accès à ces formations, la personne doit passer un test de Français et/ou mathématiques ainsi qu'un entretien de motivation. Il est donc nécessaire d'avoir un bon niveau de Français (oral, écrit et lecture).

**Mise à l'emploi :** cette dernière étape consiste en une recherche d'offres d'emploi sur le marché classique et/ou sur les différents plans d'embauche (Stage First, Activa, PTP, ACS, article 60).

Les usagers demandent une grande attention pour une remobilisation et une intégration professionnelle. Cela prend donc du temps de les accompagner.

## 2021

Il est important de signaler que les nouvelles demandes ont augmenté par rapport à 2020 à cause de la crise sanitaire. Cette année encore la situation n'a pas permis de faire une recherche d'emploi convenable notamment à cause de la fracture numérique.

### Conclusion

Les usagers du service font face à de nombreuses difficultés dans leurs démarches de recherche d'emploi. D'abord, les « petites » formations n'ont pas toujours lieu au bon moment où les personnes ont des difficultés à les suivre dû à leurs capacités d'apprentissage. Ensuite, de nombreux usagers ont acquis une importante expérience de travail, le plus souvent dans leur pays d'origine, qui n'est pas toujours reconnue en Belgique. Et le service des « Validations des Compétences des métiers » ne reconnaît et ne valorise pas leurs expériences, puisqu'une certaine maîtrise de la langue est demandée. L'épreuve se déroule en français et les usagers doivent comprendre les consignes sans la possibilité d'avoir recours à un.e interprète. La plupart du public ne maîtrise pas encore suffisamment le français pour réussir ce test. Pour finir, nous constatons que nombreux usagers sont diplômés dans leur pays d'origine, mais n'obtiennent pas d'équivalence en Belgique.

## Le service psychologique

Le service psychologique du SAMPA soutient les primo-arrivants dans leur parcours d'intégration en Belgique en leur proposant des entretiens psychologiques individuels, en famille ou en couple lorsqu'ils se trouvent en souffrance psychique et/ou difficultés relationnelles. Le service est composé d'une psychologue à  $\frac{3}{4}$  temps et d'une psychologue indépendante présente un jour par semaine. Les psychologues sont formées à la psycho-traumatologie, à l'EMDR, la psychanalyse, aux thérapies familiales et systémiques, à la psychologie transculturelle et interculturelle et à l'hypnose.

### Les chiffres clés en 2021

**66** personnes  
reçues

**669** entretiens

**15 à 67** ans  
ÂGE DU PUBLIC

### Les activités du Service

Le service offre un soutien aux personnes primo-arrivantes dans leur parcours d'intégration en Belgique. Le service propose des entretiens psychologiques individuels, de couple ou de famille en présentiel; des entretiens psychologiques en visioconférence; des groupes de parole; des activités culturelles; un réseau de soutien autour de la personne en collaboration avec diverses institutions et associations.

Les entretiens psychologiques permettent entre autres :

- Le développement et la valorisation des ressources personnelles.
- L'élaboration psychique des traumatismes vécus dans le pays d'origine, dans le parcours de migration et/ou en Belgique.
- L'acquisition de nouveaux repères culturels et le tissage de ponts entre la culture d'origine et celle du pays d'accueil.
- L'expression du vécu de déracinement.

- Le travail de deuil sur les pertes de parents ou de proches, mais aussi parfois d'un passé plus « confortable » socialement (perte du statut social, valorisé au pays, en migrant en Belgique).
- De fournir une aide à l'élaboration de projets de formation et d'insertion socioprofessionnelle.
- Le soutien dans l'éducation des enfants et favoriser une bonne communication et de bonnes relations dans la famille et dans la société.
- Le soutien dans les questionnements d'ordre identitaire.
- L'orientation dans les institutions du pays d'accueil : mise en place d'un réseau autour de la personne.
- La prise de conscience de la possibilité de sortir du cercle vicieux des violences conjugales ou/et intra-familiales (travail en collaboration avec le SCAV, le service de médiation, le Centre de Prévention des Violences Conjugales et Familiales).
- De soutenir les personnes victimes de souffrances psychologiques liées au contexte social précarisant (personnes sans titre de séjour légal, personnes SDF, etc.).
- D'apaiser l'anxiété liée à la pandémie Covid19 et de trouver des ressources pour faire face à l'isolement causé par la crise sanitaire.
- La création d'un réseau d'aide humanitaire de première nécessité (Colis alimentaires, vêtements, lait en poudre pour bébé, accès aux ordinateurs pour adolescents scolarisés en visioconférence et pour adultes apprenants alpha et FLE) : ce travail a été d'autant plus important avec la crise sanitaire.

Une partie importante du travail du service consiste également à aider les usagers dans des démarches diverses comme : communication avec les médecins, écoles, CPAS, avocats ; rédaction de rapports psy adressés au CGRA, au CCE et à l'Office des Étrangers.

## 2021

La possibilité de télétravail a été une réelle opportunité pour maintenir le lien avec les patients lors des quarantaines, du personnel ou du patient lui-même, dues à la pandémie de COVID-19 (cas contact ou positif au Covid). Cependant, beaucoup de ces patients n'ont pu élaborer un travail psychique en profondeur et en toute liberté de parole. En effet, ils vivent souvent dans des logements exigus, la proximité du mari, des enfants, de la belle-mère ou encore d'un colocataire ne permettait pas toujours un travail en toute confidentialité.

Malheureusement, beaucoup de rendez-vous ont dû être annulés durant la période hivernale et automnale de cette année à cause de la recrudescence des cas de Covid 19 (janvier, février, octobre, novembre, décembre). Le service regrette aussi que les activités de groupe aient dû être suspendues durant toute l'année 2021 à cause des exigences à respecter au niveau sanitaire.

## Conclusion

L'équipe des psychologues constate qu'elles restent des personnes de confiance et de référence pour les usagers du service. Certains reviennent parfois quelques années plus tard lorsqu'ils sont confrontés à de nouvelles difficultés. Cela est d'autant plus vrai cette année, dans le contexte de crise sanitaire où certains ont malheureusement été re-déclenchés dans leurs traumatismes ou symptômes anxio-dépressifs après avoir pourtant vécu une certaine stabilité psychologique durant plusieurs années.

Aussi, le service remarque qu'il est de plus en plus difficile de réorienter des personnes en grande souffrance psychologique vers des structures adaptées : pénurie de psychiatres à Bruxelles ; services de santé mentale saturés qui ne prennent plus de personnes sur liste d'attente ; hôpitaux avec sections psychiatriques qui ont des capacités de plus en plus restreintes (longue liste d'attente qui engendre des situations où nous devons contenir des personnes à haut risque de passage à l'acte auto agressif) ; pas assez de place d'hébergement en urgence dans le cadre de violences conjugales ; saturation du réseau de l'aide à la jeunesse. Il faut des mois pour qu'un jeune en grave souffrance psychologique et décrochage scolaire reçoive une aide adaptée faute de place disponible.

Le service observe aussi les changements constants des possibilités d'action dans la sphère privée, sociale et culturelle liés aux divers CODECO et CNS (conseils nationaux de sécurité). Cela génère énormément d'anxiété et de mal-être psychologique chez les patients de toute catégorie d'âge.

Durant l'année 2022, le service aimerait mettre un point d'honneur à la reprise des activités de groupe. Le service veut également axer son travail sur le bien être psychologique en proposant des ateliers innovants tels que des bains de forêt, de la méditation pleine conscience et de la cohérence cardiaque.



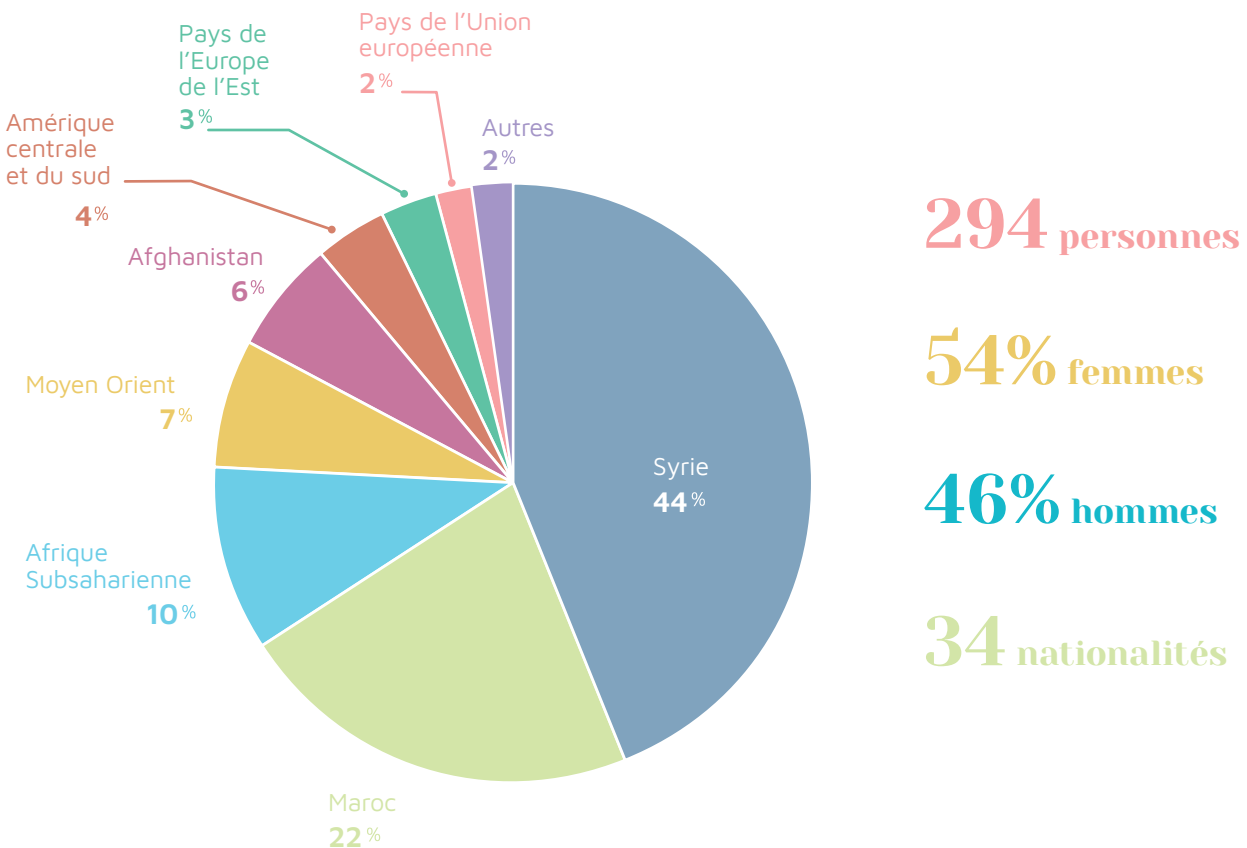
# Les cours FLE et ALPHA

Le SAMPA offre des cours d'alphabétisation et de Français langue étrangère (FLE). Ces cours s'inscrivent dans un projet de cohésion sociale. Ils visent avant tout l'intégration des personnes primo-arrivantes dans leur commune et à leur autonomie vis-à-vis des démarches auxquelles elles sont quotidiennement confrontées (aspects administratifs, suivis scolaires de leur(s) enfant(s), formations professionnelles, etc.). Ces cours sont ouverts aux Molenbeekois, mais également aux personnes primo-arrivantes résidant sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale.

Depuis septembre 2016, le SAMPA est un des opérateurs linguistiques reconnus dans le cadre du parcours d'accueil francophone pour les personnes primo-arrivantes (BAPA). Ces personnes primo-arrivantes sont donc orientées vers le SAMPA par les bureaux d'accueil.

## Les chiffres clés en 2021

Sur l'ensemble des classes:



83 % des apprenants ont entre 19 et 45 ans. C'est donc, majoritairement, une population qui est en apprentissage du Français afin de trouver un emploi.

Dans le cadre des BAPA, en 2021, 221 personnes ont suivi les cours d'alphabétisation et de Français langue étrangère. Il y a eu 18 classes d'alphabétisation et 15 classes de FLE durant la journée et 8 classes d'alphabétisation et 6 de FLE en soirée. Dans le cadre de l'Asylum Migration Integration Fund (AMIF), subside européen, le SAMPA organise également des cours. Dans ce cas-ci, le SAMPA choisit le nombre d'heures utiles pour un module. Les inscriptions et tests de positionnement sont réalisés par l'équipe. Cette année, il y a eu 6 classes d'alphabétisation et 3 classes de FLE qui ont rassemblé 82 personnes.

## Les activités du Service

Que ce soit pour les classes en AMIF ou en BAPA, les cours sont donnés majoritairement à raison de 20h/semaine en journée et 7h/semaine en soirée.

Dans le cadre des BAPA, les formateurs ne connaissent pas les apprenants et ne les ont pas testés. Ils se rencontrent le 1er jour de la session. Le nombre d'heures par module est imposé par le décret qui régit le parcours d'accueil. Il s'agit donc d'un fonctionnement et d'un rythme totalement différents.

Depuis 2016, le SAMPA, n'ayant pas assez de locaux dans son service, délocalise une partie de ses classes dans des locaux des maisons de quartier de l'asbl MOVE. Cette expérience est enrichissante. En effet, cela amène le public du SAMPA à découvrir les lieux et le travail des collègues d'autres services. Cela permet aussi de renforcer le lien entre les différents services et de mieux se connaître.

Enfin, depuis septembre 2016, le SAMPA participe à un groupe de travail dirigé par Proforal, avec les autres opérateurs linguistiques reconnus dans le cadre des parcours d'accueil. Le but est d'harmoniser le travail entre associations et d'avoir une plus grande cohérence sur le contenu des cours et sur les évaluations finales. Cela permettra un transfert plus aisé des apprenants d'un cursus à un autre.

## 2021

En raison de la COVID-19, la première session de l'année a été donnée à distance. Toutefois, il était impératif pour l'équipe des formateurs de garder un contact avec les apprenants ainsi qu'une qualité dans l'apprentissage. C'est pourquoi, puisqu'il était interdit de donner des cours en groupe, des RDV individuels étaient proposés aux apprenants afin de garder un contact humain et aussi de pouvoir fournir des explications en individuel. Ensuite, les cours ont pu avoir lieu complètement en présentiel, avec un nombre restreint d'apprenants par classe.

## Conclusion

En conclusion, il est important de signaler que les cours à distance ne remplacent pas le présentiel. Même si les formateurs ont fait beaucoup d'efforts d'adaptation et preuve de créativité, force est de constater que rien ne remplace le présentiel, surtout avec un public faiblement scolarisé et précarisé.

Le SAMPA se pose des questions sur l'obligation du parcours d'accueil à partir de 2022. Cela entraînera des changements notamment dans la diversité des modules proposés. En effet, les publics les plus faiblement scolarisés ne pourront plus que suivre 2 modules de Français. Cela est trop peu, surtout si le but est la mise à l'emploi. Les modules manquants n'existent que très peu à l'heure actuelle dans l'ensemble du réseau Alpha/FLE. Nous craignons donc que beaucoup des usagers soient dans l'impossibilité de trouver des cours adaptés à leur niveau et soient laissés de côté.

# Antenne J

## Service d'aide juridique

Le service Antenne J est un service sociojuridique généraliste. Il a pour vocation de fournir des informations et avis juridiques, orienter vers et accompagner vis-à-vis des intervenants spécialisés, rédiger des courriers, effectuer des démarches et interventions sociales et juridiques, suivre des dossiers, etc. Dans la mesure du possible, les interventions sont réalisées de façon à favoriser l'autonomie et la responsabilisation des usagers au niveau des démarches légales et administratives. Il est réservé aux personnes qui résident sur Molenbeek, ce qui en fait un service de proximité (avec cependant un accueil des personnes sans abri).

## Les chiffres clés en 2021

**942** dossiers

TRAITÉS CETTE ANNÉE

**485** personnes

ayant déjà un dossier sont  
revenues

**1.883** demandes  
traitées

**457** nouveaux  
dossiers

ouverts cette année

Le niveau de fréquentation de 2019 n'est plus atteint. Cela pourrait s'expliquer par le contexte sanitaire et par le fait que les permanences ont été supprimées au profit de rendez-vous.

## Les activités du Service

En principe, le service fonctionne sur base de permanences (sans rendez-vous), de consultations par rendez-vous et de séances d'informations collectives. Cependant, depuis la crise sanitaire, seules les consultations en rendez-vous individuels sont maintenues.

Par ailleurs, le service a participé à différentes réunions ou formations, telles que le Groupe de travail relatif aux difficultés rencontrées avec le CPAS, la présence au Conseil consultatif du logement et le cycle de formation sur la numérisation du travail social.

## 2021

Les matières phares traitées par le service restent globalement les mêmes, même si leur ordre peut varier selon les années. Ainsi, en 2021, le nombre d'accompagnement social continue sa progression significative (21,61%) : démarches sociales sans réel problème; info unique et qui ne se recoupe pas avec d'autres matières; transmission de documents; etc. En effet, à cause des mesures prises lors de la crise sanitaire, de nombreux guichets sociaux (mutuelles, syndicats, CPAS, logement social) étaient fermés. Les usagers étaient invités à introduire leurs demandes par téléphone ou mail, ce qui relève de l'impossible pour nombre d'entre eux. Ainsi, Antenne J a assuré le rôle de soupape afin que ces personnes ne soient pas totalement abandonnées et puissent faire valoir leurs droits.

Ensuite, viennent les matières de bail (9,93%), de droit social général comme la mutuelle, les allocations familiales, la reconnaissance et allocation handicapé, etc. (9,29%) et les dettes (8,71%).

Concernant les nouveaux dossiers de 2021, ceux-ci ont été orientés vers le service principalement par le bouche à oreille (29,9%). Ensuite, la « publicité » du service s'est plutôt faite par le C.P.A.S. (12,57%), et par le réseau molenbeekois (13,20%). La commune et le SAMPAs restent également de gros pourvoyeurs.

Dans la plupart des cas, la demande est traitée directement par le service, avec des résultats divers. Si le service n'est pas compétent pour traiter une demande, il réoriente vers d'autres services plus adéquats. Ainsi, dans 16,3% des situations en 2021, les personnes ont été réorientées. Ces réorientations ont principalement été faites vers le Bureau d'Aide Juridique ou un avocat (28,01%), suivis des services de MOVE asbl/Services de prévention (22,48%).

En ce qui concerne les parties avec qui les usagers sont en conflit, il est à noter que, comme chaque année, dans une majorité des cas (17,15%), la partie adverse est un particulier. Même si cette proportion a quasiment été divisée par 2 par rapport à 2020. Ensuite, c'est avec les pouvoirs publics que se posent le plus de

problèmes (11,36%). La troisième place (10,30%) est occupée par les litiges concernant le logement social au sens large (agences immobilières sociales, logement social, logements communaux, Fonds du logement, logement de transit, etc.). Les litiges avec le C.P.A.S. concernent 6,85% des cas et ceux avec des sociétés privées (11,31%). Parmi ces dossiers, le service constate une certaine récurrence des problèmes concernant les sociétés d'énergie (eau, gaz et électricité). 94 des 213 demandes concernent une société privée, ainsi que les sociétés de télécommunications et de transport : 21 demandes pour chacune de ces catégories.

## Conclusion

Les travailleurs du service Antenne J continuent d'être les témoins impuissants de situations graves en matière de logement et particulièrement la difficulté pour les usagers de trouver un logement correct à un prix abordable.

En 2020-2021, la pandémie a, de facto, accéléré le processus de digitalisation et numérisation de nombreuses démarches essentielles à nos publics. Les chiffres exposés ci-dessus le démontrent : cette situation a laissé pour compte un grand nombre de personnes démunies face à ces processus. Ainsi, il n'est pas acceptable de maintenir cette situation plus longtemps. Antenne J plaide pour la réouverture sans délai de tous les guichets des institutions publiques (CPAS, SPF Finances, etc.) et des institutions à finalités sociales (logements sociaux, mutuelles, syndicats, etc.).

Enfin, compte tenu de ces éléments, le service souhaite réinstaurer des permanences sans rendez-vous rapidement, et reprendre les partenariats en vue de développer des séances d'informations collectives.

# Accompagnement des usagers de drogues et leur famille - Le Pont

Le Pont est un service s'adressant à tout Molenbeekois (ou à toute personne socialisée sur Molenbeek) confronté à une consommation de produits (alcool, drogues, médicaments), de jeux ou d'usage Internet pouvant être problématique. Le service s'adresse tant aux consommateurs qu'à leur entourage. Il propose un accompagnement psychosocial dans les locaux de l'association, dans les prisons (bruxelloises ou en province), à domicile ou sur les lieux de socialisation (rue, parcs, métro). L'approche proposée vise à informer, accompagner, aider ou orienter les personnes toxicomanes ou en état de dépendance aux jeux, à Internet, etc. et leurs proches. Ce travail est effectué tout en réfléchissant d'une part à la manière de limiter les conséquences néfastes pour le bien-être des personnes et d'autre part les nuisances sociales possibles pour les riverains où ces phénomènes se produisent.

## Les chiffres clés en 2021

En 2021, le service a rencontré 61 personnes (56 hommes et 5 femmes). Les 56 hommes sont des usagers, rencontrés dans les locaux (43) ou en prison (25). Les femmes viennent principalement, car elles sont confrontées à un membre de leur entourage qui a une consommation vécue comme problématique. En termes d'entretiens, cela correspond à 413 entretiens : 273 dans les locaux et 140 en prison. Lors de chaque maraude, l'équipe entre en contact avec 4 à 5 usagers.

Le groupe de parents s'est réuni à 8 reprises et a concerné 15 mères.

L'équipe a vu son effectif réduit durant une période. De ce fait, certaines prises en charge ont dû être orientées vers d'autres services afin de pouvoir offrir une continuité dans les suivis.

La crise sanitaire continue à avoir un impact « négatif » sur les collaborations et partenariats avec d'autres services. De nouvelles pratiques sont à envisager.

## Les activités du Service et 2021

L'équipe est composée de deux psychologues cliniciennes, d'orientation systémique et psychanalytique. La complémentarité des travailleuses permet de répondre de manière la plus différenciée possible aux demandes. Ainsi, le service travaille sur deux grands types d'approches : l'approche individuelle et familiale ainsi que l'approche collective et communautaire (groupe de parents).

### Approche individuelle et familiale

L'approche individuelle et familiale est basée sur le soutien et la prise en charge psychologique des usagers et/ou de leur famille. L'équipe reçoit au sein du service ou se rend là où se trouvent les bénéficiaires (dans les prisons, au domicile des usagers ou de leur famille, en rue). Ils peuvent venir spontanément ou suite à une demande de la justice. Ainsi, une grande partie des prises en charge s'effectue dans le cadre de congés pénitentiaires, d'une Surveillance Électronique ou encore d'une Libération Conditionnelle. Le lien du service avec le monde carcéral et judiciaire est prégnant. Ainsi, l'équipe, en alternance avec les autres services d'aide aux justiciables, voit tous les entrants de la prison de Saint-Gilles. Avec les mesures sanitaires, des courriers ont été envoyés aux intéressés à la place d'une rencontre en présentiel, ce qui a un impact sur le nombre de demandes récoltées, à la baisse.

### Approche communautaire

Le service développe un espace communautaire se concrétisant par un groupe de parents. La mise en place de ce groupe provient du constat des difficultés relationnelles de certains parents avec leur enfant consommateur ayant (eu) des problèmes judiciaires. Leur sentiment d'impuissance et d'isolement était patent. Le groupe s'est réuni pour la première fois en mars 2012 avec 4 parents.

Les parents ont défini eux-mêmes les objectifs qu'ils y entendent poursuivre : « Vider son sac » lors des rencontres mensuelles, l'information via l'invitation d'un professionnel d'un sujet voulant être traité (justice, prisons, chômage, etc.) et pour souder le groupe, une sortie récréative annuelle.

### Les maraudes

Afin de rencontrer les consommateurs dans la rue, l'équipe effectue des maraudes hebdomadaires avec les gardiens de la paix qui connaissent mieux que quiconque ce qui se passe dans les quartiers.

## Conclusion

Dans un tel contexte, il est difficile d'énoncer des conclusions comparatives avec les autres années.

Néanmoins, la crise sanitaire a encore des conséquences sur les prises en charge. Les contacts en présentiel étaient plus restreints, la régularité s'en est donc trouvée affectée.

Tout cela a mené l'équipe à réfléchir sur son fonctionnement et a permis de mettre en place de nouvelles modalités de travail plus opérationnelles.

# Service Communal d'Accompagnement pour Personnes Incarcérées - SCAPI

Le SCAPI offre un accompagnement psychosocial ainsi qu'une aide à l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet d'insertion socio-professionnelle aux détenu.e.s et ex-détenu.e.s molenbeekoises.

Le service propose une interface bienveillante entre l'univers carcéral, la société et les processus d'insertion. Les familles et proches des justiciables peuvent également être accueillis dans une dynamique d'écoute et de soutien.



## Les chiffres clés en 2021

En cette deuxième année marquée par la crise sanitaire, les accompagnements ont majoritairement pu reprendre à un rythme normal.

**96** bénéficiaires  
DÉTENUS, EX-DÉTENUS  
ET ENTOURAGES

**719** entretiens

## Les activités du Service

L'offre du service peut se décliner sous trois axes essentiels.

### L'axe pénitentiaire

Le SCAPI est, la plupart du temps, sollicité lors de la détention, à la demande du détenu. La forme que prend cet accompagnement psychosocial est souvent liée au parcours du justiciable et là où il en est dans sa peine. Le SCAPI est sollicité par les détenus pour les accompagner dans l'élaboration du « plan de reclassement » qu'ils doivent présenter dans le cadre de leur procédure de libération. Les démarches socio-professionnelles sont entamées intra-muros et s'effectuent plus concrètement lorsque le détenu obtient ses sorties et/ou congés pénitentiaires.

### L'axe post-pénitentiaire

L'équipe maintient le suivi psychologique et/ou social entamé en prison. Elle accompagne et soutient également toute personne qui a été confrontée au monde carcéral ou judiciaire. Les démarches s'effectuent au bureau lorsque le détenu est placé sous surveillance électronique, obtient des permissions de sorties, des congés pénitentiaires, la libération définitive ou conditionnelle.

Le suivi psychologique permet au justiciable d'avoir un lieu d'écoute et de soutien thérapeutique face au changement radical entre la réalité carcérale et l'équilibre social à (re)trouver au sein de la société. D'autre part, le suivi socio-administratif permet un soutien face aux difficultés administratives et sociales liées à la sortie de prison. L'équipe offre un cadre bienveillant pour aider à structurer les différentes démarches : régularisation des droits en matière de sécurité sociale/aide sociale, aide à la recherche d'une formation/d'un emploi, aide à la gestion du budget, orientation vers les services spécialisés en matière de logement, droit des étrangers, service juridique, etc.

La personne accompagnée peut également recevoir une aide pour clarifier son projet professionnel. La rédaction d'un CV et d'une lettre de motivation, la sensibilisation à l'outil informatique de base et la simulation d'entretien sont des outils utiles pour permettre à la personne de faire le point sur sa situation afin d'atteindre ses objectifs de vie. Tant au niveau psychologique que socio-professionnel, le service dénombre une part significative de personnes qui n'ont plus de « conditions de suivi » vis-à-vis de la justice, mais continuent à nous solliciter pour des aides ponctuelles tout au long de leur vie post-pénitentiaire.

### L'axe entourage

Le service travaille également avec les familles des personnes justiciables. Un soutien psychologique peut s'avérer nécessaire tant pendant la période de détention, qu'après. En effet, l'incarcération d'un proche, mais aussi la transition que constitue par la suite sa libération, bouleverse le système familial dans son ensemble. Cela suscite beaucoup de stress chez chacun de ses membres. Ce type de soutien se fait sous forme d'entretiens individuels avec le membre de la famille qui en fait la demande. Le service offre également la possibilité d'un suivi « post-pénitentiaire » en couple ou en famille.

Le SCAPI oriente ponctuellement un ex-détenu ou son entourage vers le Service de Médiation de la Commune. C'est le cas par exemple dans le cadre d'un divorce, ou d'une mésentente au sujet de la garde alternée d'un enfant.

D'autres demandes émanant de proches font l'objet d'entretiens plus ponctuels. Elles sont d'ordre socio-administratives ou liées à des questionnements quant au fonctionnement du système judiciaire et carcéral.

En plus de son travail journalier, l'équipe participe à différentes coordinations du milieu carcéral :

- La Permanence d'Accueil des Nouveaux Entrants/Maison d'arrêt (Saint-Gilles).
- La Fidex qui assure la coordination et la concertation des associations d'aide aux justiciables qui en sont membres. Le directeur de la seconde ligne est membre du C.A et de l'Assemblée générale.
- Groupe consultatifs entre coordinateurs SPF Justice et services externes (communautés) concernant la nouvelle prison de Haren.

## 2021 et conclusion

En 2021, suite à la crise sanitaire, l'accès aux prisons était compliqué. En conséquence, les entretiens intra-muros se sont faits moins nombreux.

Certains détenus, sous certaines conditions, ont pu bénéficier d'une interruption de peine. Celle-ci s'est avérée, pour beaucoup, encore plus marginalisante : aucune ressource financière à l'extérieur, peu de possibilités de travail et de formation, pas ou peu d'accès aux services socio-administratifs. Cette période n'étant pas comptabilisée dans la peine, cela était parfois vécu comme du temps perdu dans le processus de réinsertion.

En ce qui concerne l'insertion socio-professionnelle, l'équipe rencontre un certain nombre de problèmes qui ne sont pas propre au fonctionnement du SCAPI : manque de place pour les justiciables dans les centres de formation (ex : une seule personne porteuse d'un bracelet électronique par session) ; le niveau scolaire d'une grande partie des bénéficiaires sous la moyenne exigée par les centres de formation ; une discordance entre la temporalité organisationnelle des centres de formation et les rythmes spécifiques du monde carcéral. S'ajoute à cela la problématique de l'accès à l'emploi, renforcée par un casier judiciaire qui freine la plupart des employeurs. Il en va de même pour un nombre croissant de formations et agences d'intérim. De plus, les bénéficiaires rencontrent des problèmes supplémentaires liés à leur insertion socio-professionnelle dus à la crise sanitaire.

Pour les problématiques socio-administratives et juridiques telles que le droit à l'aide sociale, le droit du bail et la sécurité sociale qui demandent des réponses plus pointues, le service collabore avec Antenne J et l'Atelier des Droits Sociaux. Pour les détenus et leurs familles n'étant pas ou plus en droit de séjour, l'équipe coopère avec le SAMPA ou l'asbl S.A.S.B qui se déplace en prison.

Le service constate une augmentation du nombre de personnes qui combinent plusieurs facteurs aggravants : pas de droit de séjour, sans domicile, sans famille et relevant de la santé mentale. Ce public est souvent « oublié » du système, car aucune perspective de pouvoir remplir des conditions de libération et d'insertion n'est envisageable en raison de l'absence du droit de séjour. Le SCAPI tente donc de les soutenir psychologiquement et de les accompagner dans leurs démarches.

Notons que la situation sanitaire a accentué la précarité socio-administrative du public. En effet, la difficulté à joindre les instances administratives publiques, les démarches mises en stand-by, les fermetures des bureaux, la priorité au numérique alors que les publics les plus fragilisés sont ceux qui y ont le moins accès. Tout cela a engendré une aggravation de la fracture sociale.

En outre, beaucoup de personnes incarcérées ont des problèmes de santé mentale et/ou de toxicomanie. Ces problèmes doivent être traités avant l'insertion socioprofessionnelle. Là encore, le manque de structure adaptée à ce public est problématique : la majorité des centres thérapeutiques ne travaille pas avec des justiciables porteurs d'un bracelet électronique ou si la condition de libération est directement liée à une prise en charge par le centre.

L'ambulatoire reste une alternative pertinente pour certains suivis : Le Projet Lama, les médecins généralistes/psychiatres, La Passerelle/De Brug, d'Ici et d'Ailleurs, Fami-Home, l'Ambulatoire Forest et Enaden.

Notons que Le PONT de l'asbl MOVE, reste le partenaire privilégié du SCAPI : réunions d'équipe hebdomadaires communes ; base de données commune ; accompagnements en binômes.

# Le programme communal de cohésion sociale

Le programme communal de cohésion sociale se réfère au décret de la Commission communautaire française de mai 2004. Ce décret a été réformé et adapté au terme d'un long processus d'échanges et consultations du secteur par l'administration de la Cocof, le Cabinet du membre du Collège de la Cocof en charge de la politique de Cohésion sociale ainsi que les diverses plateformes de consultation portant sur la matière. Le décret nouveau amène une dynamique de reconnaissance par agrément pour recevoir un financement, au sein des quatre priorités, mentionnées ci-dessous. Il fait également la synthèse d'autres dispositifs comme le Fipi (Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés), le soutien à la formation des bénévoles, le soutien à l'innovation, de même qu'il permet d'être reconnu et financé pour des « orientations complémentaires » balayant une série de thématiques qui sont autant de questions et d'enjeux de la cohésion sociale en Région de Bruxelles-Capitale. Il a été adopté, dans sa version finale, par le Collège de la Cocof le 30 novembre 2018. Quant à l'arrêté portant exécution du décret, il est adopté le 20 juin 2019. La visée du Collège de la Cocof est, à travers cette opération, à la fois de stabiliser le secteur et d'objectiver ses modes opératoires.

## Le programme communal de cohésion sociale

Ce programme rassemble 24 associations (reconnues et financées), la commune (Échevinat de la Cohésion sociale) et la COCOF et se structurent en une concertation communale gérée par une coordination locale (rattachée à l'asbl Move). La concertation est un espace de rencontre, de débats et d'avis des acteurs associatifs, communaux, institutionnels (principalement du territoire de Molenbeek, mais pas uniquement). Ainsi, les acteurs associatifs ou les collectifs qui participent d'une façon ou d'une autre aux enjeux de cohésion sociale sur le territoire peuvent la rejoindre et contribuer aux débats. Un R.O.I. en règle le fonctionnement.

Le coordinateur prépare et anime les réunions de concertation. Il relaie et diffuse les informations susceptibles de nourrir le travail de terrain, les événements et activités que les acteurs locaux, ou d'autres, proposent. Aussi, un volet formation continue y occupe une place permanente. Il accompagne, lorsque le besoin s'en fait sentir, les asbl sur le plan administratif ou financier, mais surtout pédagogique et effectue la visite d'activités chaque fois que possible. Enfin, il instruit au cours du quinquennat, en relation avec les services de la Cocof et la commune, les dossiers en vue du renouvellement du « Contrat communal de cohésion sociale » qui lie celle-ci, la Cocof et les associations.

Ce dispositif est pratiqué dans une visée de transversalité aux secteurs sociaux, socioculturels et culturels : de nombreux acteurs locaux, subventionnés ou non, œuvrent au développement de la cohésion sociale. Ces associations ont des visées convergentes sur des démarches et objectifs (au-delà) de leur appartenance sectorielle, d'où l'accent mis par le décret et les attendus de la Cocof sur les partenariats et le réseautage. Lesquels constituent une des dimensions du travail communautaire, méthodologie encouragée par le décret.

### Quatre priorités structurent les activités soutenues :

- Soutien et accompagnement scolaire.
- Cours de français pour adultes peu ou pas scolarisés dans une perspective de citoyenneté.
- Citoyenneté interculturelle :
  - Permanences sociojuridiques.
  - Initiation à la vie citoyenne.
- Vivre ensemble :
  - Production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle.
  - Diffusion et sensibilisation à l'interculturalité.

**1 150 000 €**

DE BUDGET ANNUEL RÉPARTIS  
ENTRE LES 24 ASSOCIATIONS

**32 PROJETS**

C'EST À DIRE, 32 PRIORITÉS  
DISTRIBUÉES PARMI LES  
QUATRE CITÉES

**30 SITES  
D'ACTIVITÉS**

RÉPARTIS MAJORITAIREMENT  
DANS LES QUARTIERS  
HISTORIQUES DE LA COMMUNE

## 2021

La pandémie et les restrictions sanitaires ont mené à la limitation des actions de terrain. La coordination du programme de cohésion sociale s'est donc concentrée sur :

- Le relai des initiatives, des questions et des problèmes rencontrés par les asbl, notamment lors des concertations, en ligne. Ceci est valable dans les deux sens : du terrain vers la coordination et relayés à la Cocof ou au cabinet ou des institutions chargées de questions et de décisions requis par la gestion de la pandémie (COCOM, ONE, Cocof, FWB, commune, etc.).
- Le relai vers le terrain des productions pédagogiques pouvant répondre à de nouvelles problématiques ou alléger la charge de travail et le stress généré par la multiplication et la succession rapide des mesures sanitaires et des protocoles qui en découlaient.
- Le relai vers le terrain des protocoles et consignes divers, selon la situation et selon les publics accueillis.

Le mécanisme était donc avant tout réactif. Étant donné le caractère exceptionnel de cette situation, il n'a pas été possible, cette année, de fonctionner autrement qu'au coup après coup, à mesure que les décisions arrivaient et au fil des adaptations à opérer.

Plusieurs concertations en ligne ont été organisées durant l'année pour suivre certains dossiers et relayer les besoins du secteur. Pourtant, le mode de fonctionnement en ligne ne mobilise pas assez les personnes et une baisse de la participation a été constatée.

Quant à la mise en œuvre du décret de cohésion sociale en novembre 2018, une année de prolongement des contrats de cohésion sociale a été décidée. En conséquence, le diagnostic réalisé par la coordination a reçu un délai supplémentaire pour être rendu, étant donné que les négociations budgétaires au niveau des interlocuteurs de la Cocof et de la Ministre sont toujours en cours.

### **Le projet « Art Co' – Cultures ouvertes ! »**

C'est un projet intercommunal développé grâce au Contrat de rénovation urbaine « Citroën-Vergote ». Il se poursuit et entame sa dernière année. La médiatrice et le dernier artiste mobilisé développent des ateliers mettant les images et le traitement numérique en live au cœur de leurs démarches, dans divers quartiers et avec des partenaires associatifs : Utopie (Bxl-Ville, via le service de médiation sociale), Centre communautaire Maritime et École du Cirque. Des films ont été réalisés sur les démarches des 2e et 3e intervenants. Ils seront diffusés en 2022. Une matinée d'échange sera organisée, également en 2022, pour conclure le cycle de cet ample projet visant le développement et la réflexion autour des démarches de médiation culturelle et artistique.

Pour retrouver les informations sur les réalisations depuis 2019, une page Facebook a été créée.



# Cornimont et les salles de sport

L'asbl MOVE dispose d'autres services externes qui dépendent de la direction générale. Nous retrouvons le centre de vacances de Cornimont, situé à Bièvre dans la Province de Namur, ainsi que les deux salles de sport polyvalentes, situées à Molenbeek-Saint-Jean, la salle Decock et la salle de l'Intendant.

# Le centre de vacances Cornimont

Le centre de vacances Cornimont est une maison permettant d'accueillir un maximum de 50 résidents, située à Bièvre dans la Province de Namur. Le centre est accessible toute l'année, pour des séjours résidentiels, sportifs, éducatifs ou de formations.

Ce dispositif a pour objectif de réaliser un travail éducatif et de médiation à travers trois volets : vacances, classes vertes et chantiers et s'adresse à différentes catégories de participants selon les activités développées. Ce projet permet la découverte d'un environnement naturel au cœur de la ruralité et a également comme objectif l'inclusion des jeunes dans un environnement différent du milieu urbain de Bruxelles.

Le service est composé de deux personnes à temps plein, un responsable et un gestionnaire, affectés à la maintenance, la logistique, la supervision de l'encadrement et le volet administratif du projet.

## Les chiffres clés en 2021

En 2021, le centre a accueilli 7 camps de vacances (42 camps en 2019). Cela représente environ 130 jeunes (1060 jeunes en 2019). Aussi, plusieurs « chantiers » d'une durée de 3 à 5 jours ont été organisés avec des jeunes bénévoles. Les nombres de camps et de jeunes accueillis sont en forte baisse à cause de la pandémie. Le service n'a pas pu répondre à de nombreuses demandes de séjours pour des groupes de toute origine.

## Les activités du Service

Le service travaille autour de trois volets : vacances, classes vertes et chantiers. Ils sont distincts, mais interdépendants.

### Le volet « vacances », 6-21 ans

Ce volet s'adresse aux enfants en séjour de vacances et aux adolescents, encadrés par des professionnels responsables de l'ensemble du groupe en séjour. Ces séjours leur permettent un apprentissage du vivre-ensemble, du respect des différences, de l'autre, de sa culture, de ses valeurs, de sa religion. Il s'agit également de partager une expérience de vie en groupe avec ses règles, ses limites et le sens de la collectivité. Cet apprentissage se fait également à travers la rencontre des populations ardennaises.

### Le volet « classes vertes », 8-18 ans

Ce volet s'adresse aux écoles qui souhaitent organiser leurs classes vertes dans notre centre. À travers ce biais, le service propose d'approcher la scolarité différemment en apprenant à connaître l'Autre et à respecter ses différences. De plus, les rencontres avec les habitants du village offrent la possibilité d'échanges enrichissants (découverte des professions, d'us et coutumes et d'histoires locales).

### Le volet « chantiers », dès 12 ans

Ce volet s'adresse aux jeunes molenbeekois ayant besoin de poser des actes positifs, afin de se sentir reconnus aux yeux des adultes et de devenir un modèle d'identification pour les plus jeunes.

Ce volet a également un grand impact sur les jeunes et enfants impliqués dans les deux autres volets, car les jeunes participants aux chantiers montrent un exemple participatif auquel les plus jeunes peuvent s'identifier.



## 2021

En 2021, en raison de la pandémie, le Centre Cornimont n'a pas fonctionné de manière « normale » et n'a accueilli que très peu de jeunes.

La remise en état des sanitaires par le groupe chantier a été rendu impossible par manque de jeunes participants. En ce qui concerne les classes vertes, le service a pris contact avec de nombreuses directions d'écoles, mais la crise et ses directives ont rendu impossible les séjours de classes vertes. Dès que possible, le service proposera aux écoles de participer à des séjours « classes vertes » qui pourraient être un moyen de se réunir et de reformer des liens entre élèves et corps enseignant après ces années difficiles.

## Conclusion

Le service souhaite intensifier la collaboration avec ses partenaires en interne (TSR, MQs, écoles de devoirs, etc.) afin de soutenir les démarches de ces services pour venir en aide aux « jeunes difficiles » pour permettre ainsi par des séjours de resocialisation d'apporter un coaching plus approprié à ces jeunes en décrochage. Cornimont pourrait, pendant des périodes plus calmes, accueillir davantage ce genre d'initiatives. Rappelons que la participation des jeunes bénévoles à la vie du Centre a joué un rôle important dans leur insertion sociale. Ceux qui ont aidé à la logistique lors des séjours ou aux travaux d'entretien du bâtiment ont presque tous atteint des résultats positifs d'intégration dans la société par la suite.



# Les salles polyvalentes de sport Decock et l'Intendant

L'équipe des gestionnaires de salle est composée de 10 personnes (9,5 ETP). Elle gère deux sites sportifs : les salles Decock et Intendant. Leur mission principale consiste en un travail de proximité avec les usagers de ces salles et plus largement avec l'ensemble des habitants du quartier. Ils accueillent, centralisent les entrées et sorties, veillent au bon déroulement des activités et au respect des infrastructures et diverses installations. La dimension socio-éducative est une des composantes transversales de leur approche.

À l'exception des vacances de printemps, d'été et d'hiver, les salles fonctionnent 7j/7, de 9h à 22h du lundi au vendredi et de 10h à 18h les samedis et dimanches. Durant les vacances d'été, les salles sont ouvertes du lundi au vendredi de 10h à 18h. Elles accueillent différents types de groupe :

- Les jeunes directement encadrés par des travailleurs de notre ASBL;
- Des écoles;
- Des ASBL ou autres associations;
- Des groupes auto constitués.

## Les chiffres clés en 2021

En 2021, nous avons accueilli 25.031 personnes (en dehors des stages et des réservations des écoles). Par rapport à 2020, c'est presque le double de personnes, mais cela reste bien inférieur aux années pré-COVID. Pour rappel, en 2019, il y a eu plus de 49.000 présences.

Au niveau des groupes accueillis :

- Groupes de MOVE asbl (Maisons de quartier, Maisons communautaires, travailleurs sociaux de rue) : 24
- Écoles (groupes) : 27
- ASBL/Associations : 16
- Groupes auto constitués : 30

Concernant les stages, malgré les difficultés liées au COVID, 7 semaines de stages ont été organisées dans les deux salles de sports (soit dans le cadre du projet Sport pour Tous, soit dans le cadre d'activités organisées par nos partenaires).

## 2021

Cette année, les deux salles de sport ont été fortement impactées. En effet, il a fallu s'adapter aux différents protocoles liés à la gestion de la pandémie. Ainsi, des restrictions ont été faites au niveau du type de sport (sport de contact ou non), de l'âge (interdiction d'accès pour les + de 12 ans), de la mise en place du CST pour les plus de 16 ans, etc.

Ces dispositions particulières ont influencé le nombre de présences, mais ce ne sont pas tant les restrictions qui ont posé problème, mais la nécessité d'expliquer à nos publics les différents changements en matière de politique de santé avec toute la difficulté des fluctuations et tâtonnement de certaines mesures. Le temps qu'une mesure soit comprises et « acceptées » par le public, elle changeait plaçant les gestionnaires de salle dans des positions relativement inconfortables.

## Conclusion et évaluation

Un peu plus encore qu'en 2020, les salles de sport gérées par notre association ont démontré, outre l'aspect inhérent à l'importance de la pratique sportive, leur rôle essentiel en tant qu'acteur social au sein des quartiers du Maritime et Decock. En effet, ces salles de sport offrent un service de proximité aux habitants du quartier. Il est essentiel de poursuivre ce travail de mixité des publics accueillis.

# Conclusion

Dans ce rapport, nous avons présenté l'ensemble des services et projets menés par notre association. Ces derniers sont nombreux et diversifiés et sont essentiels pour améliorer le vivre et le faire ensemble au sein de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean. Cette année encore a été particulière pour notre association et nos services. À cause des mesures gouvernementales prises pour lutter contre la pandémie de COVID, nos services et les activités proposées ont dû, comme l'année passée, s'adapter. Nous tenons à saluer le travail de nos collaborateurs et à les remercier pour leur investissement quotidien dans la réalisation de leurs missions, dans un contexte qui n'est pas toujours évident compte tenu des réalités socio-économiques des publics qui fréquentent nos services et qui l'est encore plus depuis mars 2020.

L'année 2021 a **accentué différents phénomènes de décrochages**. Sans être nouvelle, cette situation a contribué à l'accroissement des difficultés sociales, économiques et scolaires. Reposant sur une approche de proximité avec les différents publics, nos services ont dû trouver de nouvelles manières de travailler afin de conserver un lien nécessaire, voire essentiel dans certains cas, avec des publics connaissant déjà diverses situations de fragilité ou précarité. En plus de devoir s'adapter aux mesures sanitaires qui changeaient régulièrement et pas toujours cohérentes entre elles (ONE, Adeps, Cohésion Scolaire), nos services ont également eu la tâche de sensibiliser et d'expliquer ces mesures sanitaires à nos publics. Cela a constitué un des défis de cette année pour MOVE asbl.

Un autre enjeu majeur de cette année 2021 était la **fracture numérique**. La crise sanitaire a mis en exergue la difficulté de certains publics d'appréhender les outils numériques. Un des effets de la pandémie a été la digitalisation de nombreux services administratifs communaux, régionaux et fédéraux comme le CPAS, l'administration communale ou la FWB. Une partie de notre public n'était donc plus en mesure d'entreprendre des démarches administratives. Cette numérisation a accentué le schisme entre les différents pendents de la société. Cela a également amené une surcharge de travail pour les travailleurs qui ont dû pallier au manque de rencontres physiques avec les institutions publiques.

À cause de la pandémie, MOVE asbl a également remarqué **une hausse des décrochages scolaires**. En matière d'accrochage scolaire, les équipes sont restées mobilisées durant toute la période de pandémie. Le mot d'ordre était, pour plus d'accroche scolaire, de rester en contact avec les bénéficiaires et le maximum de nos partenaires au sein des écoles, des associations et des prestataires. La désaffiliation au monde scolaire (enfants, jeunes, parents et parfois professionnels) interpelle. Force est de constater que l'hybridation des apprentissages et la digitalisation presque systématique ces deux dernières années amènent de nouveaux défis. Les rapports entre les personnes et les institutions sont en mutation, voire parfois en voie de déshumanisation. Les services restent vigilants par rapport à cette tendance et ne manquent pas d'accompagner les bénéficiaires et de sensibiliser par rapport à ce qui semble se généraliser.

Cette crise a un coût social, mais aussi économique. MOVE asbl s'inquiète quant aux subsides dont elle bénéficie. **Nous plaillons pour plus de moyens** pour être en capacité de soutenir les personnes fragilisées par la crise. Des coupes budgétaires seraient dramatiques pour notre public et augmenteraient encore plus les disparités au sein la population. Nous appelons donc au renforcement des politiques sociales pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, de la crise économique et de la crise sociale.

Enfin, à l'heure d'achever l'écriture de ce rapport d'activités, MOVE ASBL et plus particulièrement, le SAMPA fait face à une augmentation des demandes due à l'invasion de l'Ukraine entraînant une surcharge de travail pour certaines de ses équipes. Les différentes autorités devront veiller à soutenir les associations qui accompagneront ces réfugiés durant les années à venir en offrant un soutien psychologique, un accompagnement socio-juridique et une accompagnement à l'Intégration.

**MOVE asbl - Molenbeek Vivre Ensemble**

15 rue Comte de Flandre  
1080 Molenbeek-Saint-Jean

[info@move.brussels](mailto:info@move.brussels)

02 422 06 11